

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

DÉPARTEMENT D'INNOVATION, DES
TECHNIQUES COMMERCIALES ET DE
L'INDUSTRIALISATION

BP : 886 ÉBOLOWA



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

UNIVERSITY OF YAOUNDE I

HIGHER TECHNICAL TEACHER'S
TRAINING COLLEGE

DEPARTMENT OF INNOVATION,
COMMERCIAL TECHNICS AND
INDUSTRIALIZATION

PO. BOX: 886 EBOLOWA

ANALYSE DE L'EFFET DE L'INFLATION SUR LA DETTE EXTERIEURE AU CAMEROUN

*Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du Diplôme des Professeurs
d'Enseignement Technique de Second Grade (DIPET II)*

Option : Economie

Rédigé par :

NGO NTEP Catherine

Matricule : 19W1115

Sous la direction de :

Pr ZAMO AKONO Christian

Agrégé des Facultés des Sciences Economiques



Année académique 2020-2021

SOMMAIRE

SOMMAIRE	
DEDICACE	ii
AVERTISSEMENT	iii
REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES	v
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES GRAPHIQUES	viii
RESUME	ix
ABSTRACT	x
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE	9
SECTION I : CLARIFICATION DES CONCEPTS	9
SECTION II : REVUE DES TRAVAUX THEORIQUES	16
SECTION III : REVUE DES TRAVAUX EMPIRIQUES	23
CHAPITRE 2 : LES FAITS STYLISES	30
SECTION I : LES FAITS STYLISES DE LA VARIABLE DEPENDANTE : DETTE EXTERIEURE	30
SECTION II : LES FAITS STYLISES DE LA VARIABLE INTERET : L'INFLATION ...	34
SECTION III : LES FAITS STYLISES DES VARIABLES DE CONTROLES.....	37
CHAPITRE 3 : METHODOLOGIE	43
SECTION I : PORTEE ET DOMAINE DE L'ETUDE	43
SECTION II : PRESENTATION DES DONNEES	46
SECTION III : TECHNIQUE D'ESTIMATION	50
CHAPITRE 4 : PRESENTATION DES RESULTATS ET DISCUSSIONS	52
SECTION I : RESULTATS DES TESTS PRELIMINAIRES	52
SECTION II : ANALYSE DE LA REGRESSION	58
CONCLUSION GENERALE	63
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	66
ANNEXES	75
TABLE DES MATIERES	86

DEDICACE

A PAUL HENRI NGUE

AVERTISSEMENT

« L'Ecole Normale Supérieure d'Enseignement Technique n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à l'auteur ».

REMERCIEMENTS

La rédaction de ce mémoire ne saurait être réalisée sans l'apport :

- Du Professeur ZAMO AKONO Christian Maître de Conférences à l'Université de Yaoundé II, qui nous a conduits tout au long de la rédaction de ce mémoire
- De la Directrice de l'Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique d'Ebolowa qui a été un soutien moral pendant toute la période de notre formation
- Du Chef de département le Docteur SAMBA Cyrille Michel pour sa tolérance, son encadrement sur le plan Académique
- Aux Enseignants de l'ENSET d'Ebolowa et particulièrement au Docteur TSEKANE NNUKA Patrice qui a prêté une oreille attentive à nos préoccupations quotidiennes
- A la Grande Famille NTEP
- A Monsieur et Madame LIBOBI
- A la Grande Famille NDENGUE pour son soutien physique, moral, et intellectuel
- A la Grande Famille NGEND
- A mon Grand frère UM NTEP Martin qui a participé de façon correcte du début jusqu'à la fin de cette formation
- Au Docteur NDJOLLO VODOM Frank Elvis pour son soutien moral et intellectuel
- A mes Amis, Frères, Sœurs, Cousins, qui ont participé de près ou de loin pour cette formation.

LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES

AD:	Dickey Fuller
ADF:	Test de Dickey Fuller Augmenté
ADF:	Dickey- Fuller Augmenté
APEC :	Association Pour l'Emploi des Cadres
AR:	Autoregressif
ARCH:	Autoregressive Conditional Heteroskedasticity
ARDL:	Autoregressive Distributed Lags
ARE :	Auto Régressif à retard échelonné
ASS :	Afrique Sub-Saharienne
BAD :	Banque Africaine pour le Développement
BEAC :	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BM :	Banque Mondiale
BMD :	Banque Mondiale pour le Développement
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
FCFA :	Franc de la Coopération Financière Africaine
FIDES :	Fond d'Investissement pour le Développement Economique et Social
FMI :	Fond Monétaire International
G-7:	Groupe des 7 premiers pays industrialisés
GMM :	Generalised Method of Moments
IDE :	Investissement Direct Etrangère
INS :	Institut National de la Statistique
INSEE :	Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques
IPC :	Indice des Prix à la Consommation
MCE :	Modèle à Correction d'Erreur

MCO :	Moindre Carré Ordinaire
OCDE :	Organisation de Coopération pour le Développement Economique
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONU :	Organisation des Nations Unies
PAS :	Programme d'Ajustement Structurel
PIB :	Produit Intérieur Brut
PP :	Phillips-Perron
PPP :	Partenariat Public-Privé
PPTE :	Pays Pauvre Très Endetté
R&D :	Recherche et Développement
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UA :	Union Africaine
UE :	Union Européenne
UMAC :	Union Monétaire de l'Afrique Central
VAN :	Valeur Actuelle Nette
VAR :	Vecteur Auto Régressif
VEC:	Vector Error Correction
VECM:	Vector Error Correction Model
WDI:	World Development Indicator

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Tableau Récapitulatif des Variables et leurs Signes pour l'équation de la Dette Extérieure	49
Tableau 2: Aperçu des Valeurs Statistiques et Critiques des Tests de Stationnarités.....	52
Tableau 3 : Aperçu des Probabilités	53
Tableau 4: Synthèse des Résultats des Tests de Stationnarité de L'équation de Dette	54
Tableau 5: Résumé du Tableau de Statistiques Descriptives.....	57
Tableau 6: Récapitulatif de l'Estimation via les MCO et DMC	61

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Trend de la Dette Extérieure au Cameroun de 1980-2019	34
Graphique 2: Trend de l'inflation au Cameroun de 1980-2019	36
Graphique 3: Trend du Déflateur du PIB au Cameroun de 1980-2019	37
Graphique 4: Trend du Taux de Croissance au Cameroun entre 1980 et 2019.....	39
Graphique 5: Trend de l'Ouverture Commerciale au Cameroun de 1980-2019.....	42

RESUME

La performance économique d'un pays s'apprécie par plusieurs facteurs dont le niveau d'endettement. Une performance économique soutenue et durable reste l'un des centres d'intérêt de ses dirigeants. L'objectif de cette étude est principalement d'évaluer l'effet de l'inflation sur la dette extérieure au Cameroun. Plus spécifiquement il s'agissait d'examiner l'impact de l'indice de prix à la consommation et du déflateur du PIB sur la dette extérieure au Cameroun. Pour la vérification de nos hypothèses nous avons utilisé les données de source secondaire provenant de la base de données de la Banque Mondiale dans le «World Development Indicator 2020 »,à l'exception des variables institutionnelles qui proviennent de la « *Fraser Institute*2019 », Pour atteindre nos objectifs, le modèle de base de l'endettement de K. Ojo (1989) a été utilisé. Pour l'analyse économétrique, nous avons utilisé la Méthode Moindres Carrés Ordinaire (MCO) et la Méthode des Doubles Moindres Carrés (DMC). Statistiquement parlant, les résultats de la vérification de notre hypothèse nous montrent que, l'inflation a un impact positif et significatif sur la dette extérieure au Cameroun. Système légal, La population, l'ouverture commerciale et le taux de croissance du PIB ont un effet négatif et significatif sur la dette extérieure tant dis que la variable gouvernement affecte positivement la dette extérieure au Cameroun. A l'issue des résultats obtenus, nous recommandons aux dirigeants et aux autorités monétaires, d'améliorer le cadre institutionnel et d'analyser sérieusement les emprunts contractés, notamment sous l'angle de leur incidence actuelle et future sur le budget de l'Etat.

Mots clés : Inflation, déflateur du PIB, dette extérieure.

ABSTRACT

The economic performance of a country is assessed by several factors, including the level of debt. Sustained and sustainable economic performance remains one of the centers of interest of its leaders. The objective of this study is mainly to assess the effect of inflation on the external debt in Cameroon. More specifically, it was to examine the impact of the consumer price index and the GDP deflator on Cameroon's external debt. For the verification of our hypotheses we used secondary source data from the World Bank database in the "World Development Indicator 2020", with the exception of institutional variables which come from the "Fraser Institute 2019". To achieve our objectives, the basic debt model of K. Ojo (1989) was used. For the econometric analysis, we used the Ordinary Least Squares Method (OLS) and the Double Least Squares Method (DMC). Statistically speaking, the results of the verification of our hypothesis show us that, inflation has a positive and significant impact on the external debt in Cameroon. Legal system, the population, trade openness and the GDP growth rate have a negative and significant effect on the external debt as long as the government variable positively affects the external debt in Cameroon. At the end of the results obtained, we recommend that leaders and monetary authorities improve the institutional framework and seriously analyze the loans contracted, in particular from the angle of their current and future impact on the State budget.

Keywords: Inflation, GDP deflator, external debt.

INTRODUCTION GENERALE

1. Contexte de L'étude

La dette publique dans les économies développées est toujours élevée dix ans après la crise financière mondiale. Depuis 2012, les ratios dette / PIB dans les économies développées ont plafonné jusqu'en 2017 au-dessus de 105% du PIB, un niveau jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale, et ne devraient chuter que légèrement à moyen terme (FMI, 2018). Cette dette publique élevée est préoccupante non seulement parce qu'elle conduit à une vulnérabilité, aux risques de retournement, mais aussi parce qu'elle laisse une marge limitée aux politiques anticycliques et pourrait nuire à la croissance à long terme (Blanchard, 2019). Si les décennies 1960 et 1970 ont traduit au sein des pays membres de la CEMAC d'excellentes performantes économiques (cas du Cameroun avec un taux de croissance annuel moyen de 7%), performances qui les ont conduits à se doter d'infrastructures économiques, sociales et culturelles, par contre les décennies 1980 et 1990 ont été celles de l'économie de l'endettement international pour ces pays. L'économie congolaise , avec un encours de la dette passant de 200 à 1200 milliards de FCFA au cours de la décennie 1980 et celle du Cameroun avec un pourcentage de l'encours de la dette extérieure sur la dette totale de 70% en moyenne dans la deuxième moitié de la décennie 1980, connaissent des difficultés économiques insoutenables.

Force est de constater que la crise de l'endettement s'est aggravée lorsque l'économie mondiale a connu diverses crises. La crise qui a précédé celle de l'endettement est justement le choc pétrolier de 1979, ce choc qui est venu gonfler la facture des pays en développement surtout les pays non producteurs de pétrole et les pays industrialisés. Krugman (1987) déclare qu'après la hausse des prix du pétrole, le pétrole importé par les pays en développement a enregistré dans la balance de paiement, de ces derniers, d'important déficit. Ce phénomène peut s'expliquer par deux volets. D'une part, les pays exportateurs de pétrole ont dégagé des excédents de la balance courante qui leur ont permis d'octroyer des crédits aux banques commerciales, et qui d'autres part, ont à leur tour financé le déficit d'importation du pétrole. Mais, la remarque notable est bien celle des pays en développement qui sont dépourvus des ressources et en même temps ont vu leur facture d'exportation se multiplier par deux ou trois. Cette position a non seulement entraîné des déséquilibres dans la balance de paiement des pays à faible revenu mais également les a rendu insolvable quant à leurs engagements envers

les pays industrialisés et aussi ceux appartenant à l'organisation des pays exportateurs du pétrole. A partir du moment où certains pays n'arrivaient plus à rembourser leurs dette, l'instabilité s'installe partout dans le monde surtout à partir de 1982 et s'est accentué vers 1988 d'où l'intervention des différents responsables et des institutions internationales, notamment le Fonds Monétaire International (FMI), en vue de jouer l'intermédiation entre les pays créditeurs et les pays débiteurs. Mais cette intervention s'est soldée par différents résultats, quelquefois non souhaités par une des parties. C'est cette dernière position qui a changé la donne et laissé désirer l'intervention d'autres institutions tel que le Club de Paris. Ce club est certes non formel mais arrive à négocier des contrats surtout pour le cas des pays à faible revenu. Outre les institutions, des études ont été menées afin de déceler l'implication des variables macroéconomiques dans les mécanismes monétaires à implémenter afin de réduire le fardeau de la dette. Celle qui attire notre attention est celle de l'inflation.

Une inflation plus élevée est l'un des canaux potentiels pour réduire le fardeau de la dette. Historiquement, la hausse de l'inflation a contribué aux inversions de la dette publique après la Seconde Guerre mondiale, en particulier lorsqu'elle s'accompagne d'une «répression financière», dans laquelle les taux d'intérêt réels des emprunts publics sont contenus à des niveaux inférieurs à ceux du marché en raison des réglementations gouvernementales (Reinhart et Sbrancia, 2015). Actuellement, dans de nombreuses économies développées, l'inflation reste faible malgré des années de politiques monétaires accommodantes. La croissance économique a également été faible et l'assainissement budgétaire a été lent, conduisant à un ratio dette / PIB constamment élevé.

Les théories sur l'inflation, qui présentement attirent l'attention de tous les macro-économistes ont réussi à établir un lien entre l'inflation et le niveau d'endettement extérieur. L'inflation est le problème économique le plus important de notre temps. Elle touche non seulement tous les pays du monde à des degrés différents mais aussi à des différentes classes sociales et professionnelles d'une nation, raison pour laquelle la stabilité des prix demeure l'objectif principal de toute Banque Centrale. C'est un phénomène complexe aux aspects variés et omniprésents dans la vie économique contemporaine. La sous-région CEMAC¹ comme la plupart des regroupements économiques et monétaires a adopté une directive économique entrée en vigueur en 2002 stipulant que le taux d'inflation annuel en moyenne ne devrait pas excéder 3%². Ainsi, la maîtrise de l'évolution des prix devrait être un des objectifs

¹Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale constituée de 6 pays dont le Tchad, République centrafricaine, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, le Cameroun

² L'article 3 des conventions régissant l'UMAC

auxquels dans la zone CEMAC, on devait accorder une importance particulière mais la tendance inflationniste observée dans l'économie Camerounaise mérite une attention plus particulière. L'atteinte de cet objectif de stabilité des prix passe entre autre par un meilleur contrôle de l'évolution de la dette et de la croissance économique. A cet effet, la programmation monétaire pour le Cameroun, entrée en vigueur en septembre 1991, détermine les plafonds des concours globaux à l'économie.

Depuis les années 80, l'environnement économique des pays à faible revenu dans le monde, particulièrement ceux des pays de l'Afrique centrale, a été marqué par une crise de la dette extérieure très élevée qui jusqu'à présent, constitue un obstacle majeur pour ces pays afin d'atteindre les Objectifs du Développement pour le Millénaire (ODM). Cette crise de la dette extérieure élevée reste encore dans les débats des hommes politiques et de l'opinion publique à travers le monde comme étant l'un des principaux facteurs contribuant à restreindre ou limiter le développement économique de ces pays pauvres ; vu que la plupart d'entre eux (pays pauvres) ont contracté des emprunts excessivement élevés au cours des décennies passées, avec des taux d'intérêts exorbitants. D'ailleurs, l'ensemble de la dette extérieure des pays pauvres estimés à 37,4% de leur PIB cumulé fut multiplié par quatre durant la période allant du début des années 80 à la fin des années 90.

Cependant, vers la fin des années 90, la campagne « Pour l'an 2000, annulons la dette » ayant connu un succès fou avec la plus grande pétition jamais réalisée auparavant, a permis d'obtenir des mesures d'allègement des dettes impensables par les principaux bailleurs des fonds. Par conséquent, les institutions de Bretton Woods (Fonds monétaire international et banque mondiale) aussi bien que les créiteurs bilatéraux ont apporté au traditionnel mécanisme d'allègement existant, l'initiative PPTE³ renforcé. Cette initiative en faveur des PPTE fournit une assistance conditionnelle se rapportant à des politiques économiques d'ajustement et quelques critères de performances afin de permettre aux pays éligibles de bénéficier d'un allègement de l'ordre de 80% de la VAN, et ainsi rendre la dette à un niveau soutenable.

La croissance soutenue conjointement avec une inflation faible est l'objectif central de la politique macroéconomique. Il n'est pas surprenant que la question de l'existence et de la nature du lien entre l'inflation et l'endettement extérieur aient été le sujet d'un intérêt et d'un débat considérables. Bien que le débat sur la précision de la relation entre cette variable soit

³ Initiative visant à rendre la dette des pays pauvres soutenable

toujours ouvert, la recherche intensive à ce sujet a révélé des résultats importants et un consensus relativement large à propos de certains aspects de cette relation. L'inflation peut entraîner une incertitude quant à la rentabilité future de projets d'investissement (surtout lorsque l'inflation élevée est également associée à augmentation de la variabilité des prix). Cela conduit à des investissements plus conservateurs, ce qui entraînerait finalement une baisse des niveaux d'investissement et de croissance économique. L'inflation peut aussi réduire la compétitivité internationale du pays, en faisant en sorte que ses exportations plus coûteuses, impactent ainsi sur la balance des paiements. De plus, l'inflation peut interagir avec le système fiscal pour fausser les emprunts et les décisions de prêts. Les entreprises devront peut-être consacrer davantage de ressources aux effets de l'inflation (par exemple, une surveillance plus vigilante de leurs prix et ceux des concurrents pour voir si des augmentations font partie d'une inflation globale dans l'économie).

2. Problématique

Dès le début des années 80, le Cameroun est confronté à une crise macroéconomique et financière persistante avec en point de mire le problème de la dette extérieure. Le tarissement des sources traditionnelles de financement obligeait le gouvernement à modifier le cadre de sa politique économique et à réviser les modalités de son financement public. Au plan macro-économique, il apparaît un ralentissement du taux de croissance, une balance commerciale déficitaire, une détérioration des termes de l'échange, un déficit budgétaire récurrent, un endettement excessif et un service de la dette insoutenable par rapport aux ratios moyens de l'ensemble de l'Afrique Sub-Saharienne et une croissance démographique galopante.

Même les Etats développés ont connu par le passé des ratios d'endettement aussi élevés si bien que de nombreux auteurs se sont penchés sur la situation. Leurs analyses ont démontré l'impact positif de l'accélération de l'inflation sur la réduction de la dette publique même si certains n'ont pas abouti aux mêmes conclusions. Joshua Aizenman et Nancy Marion (2011) suggèrent que l'inflation réduit le ratio dette/PIB à long terme. Carmen Reinhart et Belen Sbrancia (2011) ont constaté que l'inflation et la répression financière (désignant l'ensemble des mesures prises par le gouvernement pour imposer aux résidents d'acheter et de garder des titres publics domestiques) ont fortement contribué aux réductions de l'endettement public des pays développés entre 1945 et les années 70. Carmen Reinhart et

Kenneth Rogoff (2013) estime de leur côté que les pays développés ne peuvent exclure de telles options.

Réduire la dette par le biais de l'inflation ne reste pas sans soulever de nombreux problèmes. Comme le démontre le cas du Japon ces deux dernières décennies, il peut être difficile d'accélérer l'inflation. Il n'en reste pas moins que les autorités publiques doivent faire tout leur possible pour ne pas laisser l'inflation atteindre des niveaux faibles puisqu'une trappe déflationniste ne serait pas facile à éradiquer. Si l'inflation s'accélère, l'économie fera face à des risques symétriques. Si les anticipations de l'inflation ne sont plus ancrées à un faible niveau, l'inflation est susceptible de dérapier et l'économie de basculer vers une véritable spirale inflationniste. En l'occurrence, les banques centrales pourraient être incitées à faciliter le désendettement public en maintenant une politique monétaire davantage accommodante que ne l'exigent les conditions macroéconomiques pour éviter une hausse des taux d'intérêt sur les titres publics : c'est le risque de « dominance fiscale ». Les autorités monétaires laisseraient filer l'inflation au-delà de leur cible, ce qui effriterait leur crédibilité et compliquerait davantage l'ancrage des anticipations. Dans tous les cas, l'accélération de l'inflation peut alors conduire à une forte hausse des taux d'intérêt à long terme. Non seulement celle-ci rendrait l'endettement encore moins soutenable, mais elle pénaliserait aussi l'investissement productif.

Selon Bernardin Akitoby, Al (2014) une accélération de l'inflation réduit la dette selon trois canaux. Premièrement le gouvernement peut capturer davantage des ressources via la création monétaire et les recettes de seigneuriages. Deuxièmement, l'inflation érode la valeur réelle de la dette. Troisièmement, l'inflation affecte le solde primaire si l'impôt est progressif et si les tranches d'imposition ne sont pas indexées à l'inflation. En l'occurrence, comme ont suggérés Blanchard et Al (2010) et plus récemment Laurence Ball (2013), un relèvement des cibles d'inflation réduirait les risques que les économies basculent dans une trappe à liquidité ou, le cas échéant, augmenterait leurs chances d'en sortir. Akitoby et Al (2014) ont étudié l'impact de l'inflation sur le ratio dette publique/PIB des pays du G7. Leurs simulations stipulent que si l'inflation restait nulle pendant 5 ans le ratio dette nette sur le PIB augmenterait en moyenne de 5% au terme de la période. A l'inverse, si l'inflation se maintenait à 6% pendant 5 ans, le ratio dette nette sur PIB diminuerait en moyenne de 11% à 14%.

Une inflation plus élevée est l'un des canaux potentiels pour réduire le fardeau de la dette. Historiquement, la hausse de l'inflation a contribué aux inversions de la dette publique après la Seconde Guerre mondiale, en particulier lorsqu'elle s'accompagne d'une «répression financière», dans laquelle les taux d'intérêt réels des emprunts publics sont contenus à des niveaux inférieurs à ceux du marché en raison de réglementations gouvernementales Reinhart, CM et MB Sbrancia (2015). Actuellement, dans de nombreuses économies avancées, l'inflation reste faible malgré des années de politiques monétaires accommodantes, la croissance économique a également été faible à modérée et l'assainissement budgétaire a été lent, conduisant à un ratio dette / PIB constamment élevé. Dans le prolongement des premiers appels à poursuivre une inflation plus élevée (Rogoff, 2013, Sims, 2016).

De tout ce qui précède, il s'avère que l'inflation est perçue différemment selon les économistes. Elle crée et résout certaines distorsions économiques de ce fait, la question que l'on peut se poser est celle de savoir: Quel est l'impact de l'inflation sur le niveau d'endettement au Cameroun ?

La principale préoccupation de notre recherche étant ainsi clarifiée il en découle deux questions secondaires à savoir :

- Quel est l'impact de l'indice de prix à la consommation sur la dette extérieure au Cameroun ?
- Quel est l'impact du déflateur du PIB sur la dette extérieure au Cameroun ?

3. Objectifs de la Recherche

Pour répondre à ces interrogations, nous nous sommes donné pour objectif principal d'évaluer l'impact de l'inflation sur la dette extérieure au Cameroun. De cet objectif principal découlent deux objectifs spécifiques que nous avons définis comme suit.

- Examiner l'impact de l'indice de prix à la consommation sur la dette extérieure au Cameroun
- Analyser l'impact du déflateur du PIB sur la dette extérieure au Cameroun

4. Hypothèses

Afin d'atteindre les objectifs de cette recherche, nous avons formulé deux hypothèses relatives aux objectifs de l'étude. Il s'agit notamment de :

- l'indice de prix à la consommation influence positivement et significativement la dette extérieure au Cameroun
- le déflateur du PIB à une influence positive et significative sur la dette extérieure au Cameroun

5. Importance de L'étude

Cette étude comporte un double intérêt : sur le plan théorique et pratique. Sur le plan théorique, elle vise l'enrichissement de la littérature sur la relation entre l'inflation et la dette extérieure. Le plan pratique quant à lui contribuera à quantifier la relation inflation-dette extérieure en nécessitant l'établissement de la nature de la relation et l'impact entre ces variables. Ceci a une importance significative quant à la mise en place des politiques économiques par les autorités publiques.

6. Démarche Méthodologique

Notre démarche méthodologique consistera tout d'abord à faire un tour d'horizon sur la littérature existante ayant trait au lien entre l'inflation et la dette extérieure. Dans un besoin de garantir des estimations robustes, les propriétés de séries temporelles de la dette extérieure et de ses déterminants doivent être déterminées, en procédant à des tests de racine unitaire. Plus spécifiquement, les tests de Dickey- Fuller Augmenté (ADF) et de Phillips-Perron. La méthode d'estimation utilisée sera la Méthode Moindres Carrés Ordinaire (MCO) et la Méthode des Doubles Moindres Carrés (DMC) à fin résoudre le problème d'endogénéité lié à la première méthode (MCO). L'étude économétrique sera réalisée à l'aide du logiciel STATA à partir des données secondaires provenant de la base des données de la banque mondiale dans le « World Development Indicator 2020 » et des données provenant de la « *Fraser Institute* 2019 » En ce qui concerne l'horizon temporel, notre étude portera sur 40 observations couvrant la période de 1980 à 2020, à l'exception des variables institutionnelles qui portent sur 39 observations sur la période allant de 1980 à 2019 et circonscrit à l'espace camerounais.

7. Plan du Travail

L'étude est divisée en quatre chapitres. Le premier chapitre passe en revue la définition de certaines conceptions, la revue des travaux théoriques et empiriques, tandis que le chapitre deux portera sur les faits stylisés c'est-à-dire l'évolution des différentes variables de notre période d'étude. Quant au chapitre trois, il portera sur la méthodologie. Ce dernier présentera la zone d'étude et explique les méthodes utilisées de collecte et d'analyse des

données. Dans l'ensemble, il explique les différentes sources de données qui seront notamment secondaires. Dans le chapitre quatre, nous allons présenter, les différents résultats liés à l'analyse des données. En fin nous concluons notre étude en fournissant un bref résumé des principales constatations, une conclusion, quelques recommandations politiques et des suggestions pour de nouvelles recherches. La conclusion donne une impression générale sur l'étude, tandis que les recommandations offrent des moyens alternatifs ou des moyens de réorganiser la situation actuelle en fonction des résultats des travaux de recherche afin d'enrayer un peu le problème dominant du contrôle interne.

CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE

La crise financière mondiale a entraîné des accumulations de dette sans précédent, suscitant ainsi de sérieuses inquiétudes quant à la viabilité de la dette dans les économies développées et en développement. La définition de la problématique qu'est celle de l'inflation dans le processus de l'endettement nécessite une maîtrise des concepts. Ce chapitre vise à identifier et évaluer les opinions, les contributions et les résultats de diverses études qui ont été faites auparavant par différents chercheurs et institutions. Dans ce chapitre, il sera question pour nous de présenter de façon explicite la clarification des concepts, et d'évoquer de manière globale la revue des travaux théoriques d'une part et d'autre part la revue des travaux empiriques réalisées par des chercheurs antérieurs pour faire la lumière sur les effets de l'inflation sur le niveau d'endettement.

SECTION I : CLARIFICATION DES CONCEPTS

1.1. L'inflation

On peut définir l'inflation sous plusieurs angles. Le terme inflation provient du latin : le substantif «*inflatio*» qui signifie gonflement, enflure, dilatation, est issu du verbe «*flare*» qui signifie souffler. L'inflation à l'origine traduit une augmentation abusive de la quantité de papier monnaie et par la suite, on l'a défini comme un accroissement généralisé, cumulatif et auto-entretenu du niveau des prix. Le dictionnaire français Larousse définit l'inflation comme une situation ou un phénomène caractérisé par une hausse généralisée et continue du niveau des prix.

Selon l'Insee, l'inflation peut être défini comme « la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix ». L'inflation se distingue donc de la hausse du coût de vie. En effet la perte de la valeur des unités monétaires affecte l'économie nationale dans son ensemble, sans discrimination entre les catégories d'agent.

1.1.1. Mesure de l'inflation

Phénomène quantifiable, le taux d'inflation est évalué comme la variation du niveau général des prix d'une période t_1 à une période t . Le plus souvent, on la mesure à l'aide de la variation des deux instruments suivants : le déflateur du PIB et l'indice des prix à la consommation (IPC).

1.1.1.1. Le Déflateur du PIB :

Le déflateur du PIB se définit comme le rapport du PIB nominal au PIB réel. Il mesure les prix de tous les biens et services produits dans l'économie. En effet, le déflateur ne tient compte que des biens et services produits sur le territoire national dont le panier est évolutif au gré de la composition du PIB. Cependant, le constat est que le déflateur du PIB n'est pas le meilleur instrument de mesure de l'inflation car, en fonction du volume et de l'évolution des prix des importations, il sous-estime l'inflation.

1.1.1.2. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC)

L'indice des prix à la consommation (IPC) est un instrument de mesure de l'inflation qui fournit une estimation de l'évolution de l'ensemble des prix des biens et services figurant dans la consommation des ménages pour une date de référence donnée. C'est une mesure synthétique des évolutions de prix à qualité constante. Le champ géographique est le territoire national. L'IPC couvre tous les biens et services consommés sur l'ensemble du territoire, par les ménages résidents et non-résidents (comme les touristes). L'IPC est l'instrument le plus utilisé pour mesurer l'inflation malgré le fait qu'il soit limité. Ainsi, les prix des biens d'équipement tels que le logement et services consommés par les entreprises ou les pouvoirs publics ne sont pas pris en compte dans son calcul. Une faible part des biens et services ne sont pas observés par l'indice : il s'agit principalement des services hospitaliers privés, de l'assurance vie et des jeux de hasard.

1.1.2. Les origines de l'inflation

L'origine de l'inflation peut être recherchée au niveau de la quantité de monnaie en circulation et des mécanismes de formation des prix. La croissance du niveau général des prix qui traduit l'inflation peut être soit tirée par un excès de la demande globale, soit poussée par les coûts qui déterminent les prix de l'offre.

Inspiration monétariste, l'inflation par la monnaie suggère que la hausse du niveau général des prix résulterait d'une émission de monnaie trop importante. Pour Milton Friedman, chef de file de l'Ecole monétariste et Prix Nobel d'Economie en 1972, « *la cause de l'inflation est partout est toujours la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de production* ». La justification de cette idée repose sur l'existence d'une relation économique, appelée « *Théorie Quantitative de la Monnaie* » ou *équation d'Irving Fisher*. Cette dernière s'exprime ainsi :

$$M.V = P.Y$$

Où M représente la masse monétaire en circulation (demande de monnaie), V la vitesse de circulation de la monnaie, P le niveau général des prix et Y le volume des transactions (ou volume de production).

Cette équation souligne qu'une augmentation de la quantité de monnaie provoque de façon mécanique une hausse du niveau général des prix. Elle justifie l'idée d'une dichotomie (sphère réelle - sphère monétaire) dans la théorie néoclassique. En d'autres termes, l'évolution de la masse monétaire doit être corrélée à l'évolution du volume de production. Cette équation rappelle également que la monnaie répond à une fonction essentielle, celle de moyen de transaction. Un rythme de croissance de l'économie plus élevé doit se traduire par un accroissement de la monnaie en circulation.

Dans la théorie des marchés, le prix est déterminé par une égalisation de l'offre et la demande. Cependant dans certaines situations, la demande peut excéder l'offre : le prix tend alors automatiquement à monter. Lorsqu'un tel désajustement apparaît sur un grand nombre de marchés, un « écart inflationniste » naît, conduisant à une hausse du niveau général des prix. Dans la théorie keynésienne, l'inflation est due à un déséquilibre entre la demande globale et l'offre globale. Plus précisément, l'augmentation de la quantité de monnaie est synonyme d'inflation lorsque l'offre globale n'est pas en mesure de répondre à un surcroît de demande, on parle ainsi d'*inflation par la demande*. L'excès de la demande globale peut provenir de plusieurs facteurs : une augmentation autonome de la vitesse de circulation de la monnaie (une demande de billets plus importante) ; une hausse de la consommation ou à une acquisition de logements financés à crédit des ménages ; un accroissement de l'investissement des entreprises non autofinancé de leurs investissements ; une politique de relance économique de l'Etat fondée sur le déficit budgétaire (financé par émission de monnaie)... L'insuffisance de l'offre est quant à lui liée à l'environnement (des facteurs accidentels tels que les guerres peuvent provoquer des pénuries temporaires), à l'Etat (manque d'infrastructures, formation de la main d'œuvre insuffisante) ou aux entreprises (capacités de production insuffisantes, techniques de production trop rigides).

Edmond Malinvaud a défini dans les années 70, le concept *d'inflation contenue* à partir de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la *théorie du déséquilibre*. Cette dernière serait caractérisée par un rationnement des agents sur les marchés du travail, et des biens et services. Dans le cas d'un excès de demande sur les deux marchés, les quantités échangées sont les offres contraintes sur les deux marchés. Les ménages sont ainsi rationnés en biens et services (ils ne peuvent acheter toutes les quantités désirées) et les entreprises sont rationnés

en travail (elles ne peuvent se procurer tout le travail désiré au salaire voulu). Il y a une pression inflationniste mais qui reste contenue du fait que les prix sont rigides à court terme. Si les prix et les salaires étaient flexibles, on devrait avoir une hausse du salaire et une hausse des prix pour réaliser l'équilibre sans rationnement. Il s'ensuivrait une inflation contenue sur les deux marchés.

Le processus de production, en amont du marché, joue également un rôle essentiel dans la formation des prix (on peut ainsi observer la diffusion d'un choc de prix dans la chaîne de production, d'amont en aval, depuis les prix à la production, biens intermédiaires jusqu'aux prix à la consommation, biens manufacturés. Des niveaux élevés de prix des différents facteurs de production peuvent accroître les coûts de production et par là même augmenter le niveau de prix des produits. *Cette inflation par les coûts* peut avoir plusieurs origines. Il peut s'agir d'une hausse du coût du facteur travail (la pression des syndicats peut entraîner une augmentation des salaires, les charges patronales peuvent être importantes). Il peut s'agir aussi d'une hausse du prix du facteur capital, le coût du capital est déterminé par le rythme des amortissements des investissements, il dépend des vagues de progrès technique et des interventions de l'Etat. Il peut s'agir encore d'une hausse du prix des matières premières (ceci est lié au degré de dépendance des activités et des économies, exemple du pétrole). Un coût élevé des interventions publiques (l'Etat influence les coûts par le biais de la fiscalité ou de sa politique tarifaire) peut générer une hausse de l'inflation. Enfin, l'inflation importée désigne l'augmentation du niveau général des prix consécutive à une augmentation du coût des produits importés. En France, suite à la flambée des prix du pétrole, l'indice des prix à la production, biens intermédiaires, a accéléré de - 0.5% en glissement annuel en août 2004 à 4% en septembre 2005.

1.2. Dette

D'après le dictionnaire le Petit Robert, c'est l'obligation pour une personne (débitrice) à l'égard d'une autre (créancier) de payer une somme d'argent. Pour mieux appréhender le concept de dette, afin de le différencier des autres dettes nous allons procéder à une succession de définition parmi lesquelles:

La dette publique : C'est un ensemble des engagements financiers contractés par l'Etat (net des remboursements effectués), ou encore c'est l'ensemble des sommes dues par l'Etat suite à sa politique d'emprunt, appelé aussi «dette de l'Etat». Elle regroupe l'ensemble des engagements financiers qui ont été pris par un pays et ses différentes institutions

publiques pour financer leur fonctionnement. Dans la majorité des cas, la dette publique se présente sous forme d'emprunts d'Etat. On distingue à l'intérieure de la dette publique deux types de dettes : la dette publique intérieure qui correspond à la dette des agents économique résident de l'Etat émetteur, elle comprend les fonds provenant d'actifs financiers tels que des bons du Trésor et des obligations, ainsi que de l'argent emprunté à d'autres institutions financières locales, et la dette publique extérieure, qui est rattachée aux prêteurs étranger; elle provient de sources bilatérales, multilatérales ou commerciales. Les sources bilatérales incluent les relations de gouvernement à gouvernement, tandis que les sources multilatérales incluent les gouvernements d'un ensemble de pays ou d'agences ayant créé un pool de ressources qu'ils prêtent.

Dette extérieure : La dette extérieure brute est le montant des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal et de paiement d'intérêt. Elle est constituée de l'ensemble des dettes engagées par les agents économiques de ce pays envers des agents économiques extérieurs.

Dette Intérieure : C'est l'ensemble des créances détenues par les agents économiques résidents d'un Etat souverain sur cet Etat elle est constituée d'emprunts contractés par l'Etat auprès des banques commerciales, des entreprises publiques ; les impayés des employés de l'administration publique et des fournisseurs locaux.

Dette privée : emprunts contractés par des emprunteurs privés (banques commerciales, grandes entreprises) quel que soit le prêteur. Certaines dettes privées sont devenues des dettes publiques car les Etats du Tiers Monde ont donné leur aval.

Dette bilatérale : contractée par un Etat auprès d'un autre Etat et négociée au sein du Club de Paris (le cartel des états créanciers).

Dette multilatérale : contractée auprès des institutions financières internationales (FMI, BM). Plus le pays est pauvre, plus la part de la dette multilatérale est importante du Club de Londres.

1.2.1. Mesure de la Dette

En partant de la proposition de Blanchard (1990), et étant donné les difficultés rencontrées avec d'autres indicateurs, on lit fréquemment dans la littérature que l'indicateur le plus utilisé est celui qui mesure l'évolution de la dette en fonction du PIB. Il mesure le niveau

d'endettement par rapport à l'activité économique du pays. Il assume implicitement que toutes les ressources du PIB sont disponibles pour financer le poids de la dette intérieure, ce qui n'est pas toujours vrai. Cependant, cet indicateur est actuellement considéré comme le plus important pour mesurer le degré d'endettement, en indiquant la capacité de solvabilité du Gouvernement. Sur cette base on a défini d'autres indicateurs qui prétendent mesurer le paiement des intérêts ou le montant de la dette en fonction des différents niveaux de revenus. Les principaux indicateurs qui utilisent ce concept pour évaluer la dette sont appelés indicateurs de dette totale. Certains font référence à la composition de la dette, c'est-à-dire à la quantité de passifs extérieurs et intérieurs, la proportion de passifs à taux fixe, variable, et réel, et la proportion de la dette totale émise à court, moyen et long terme. Ces indicateurs, utiles pour déterminer l'évolution de la dette et la capacité de paiement, fournissent quelques signes sur la détérioration ou l'amélioration de la position du Gouvernement. Comme indicateurs dérivés de mesure de la dette nous avons :

Montant de la dette / recettes budgétaires intérieures

Cet indicateur mesure le niveau d'endettement par rapport à la capacité de paiement du Gouvernement. Il indique le nombre d'années de revenus nécessaires pour payer le montant total de la dette. Un même niveau d'endettement par rapport au PIB peut donner des résultats différents, car cet indicateur tient compte de la taille du pays en indiquant quel est le poids pesant sur la capacité de l'État à capter des recettes.

Service de la dette / recettes budgétaires intérieures

Cet indicateur mesure la capacité du Gouvernement à payer le service de la dette avec des revenus intérieurs. Le service de la dette est la somme des intérêts et du capital.

Valeur actuelle / recettes budgétaires intérieures

Cet indicateur mesure le coût actuel du service de la dette comparé à la capacité de paiement du Gouvernement.

Dette extérieure / exportations

Cette relation mesure le niveau de la dette extérieure en fonction des exportations de biens et de services. Elle montre la charge qui pèse sur les exportations ou sur la capacité à produire des devises. Cet indicateur doit être accompagné du montant du service de la dette en

pourcentage des exportations, pour comparer les dépenses non productives avec le niveau de captation de devises.

Réserves internationales nettes / dette extérieure

Cette relation indique le nombre de fois où les passifs extérieurs dépassent les réserves de devises. Ce ratio est accompagné du montant de la dette extérieure en pourcentage du rythme d'accumulation des réserves. Elle est alors interprétée comme le nombre d'années nécessaires pour que la dette extérieure actuelle soit liquidée avec ce même rythme d'accumulation.

1.2.2. Origine de la Dette Extérieure

Dans les années 1960-1970 après la seconde guerre mondiale, les Etats -Unis ont instauré le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe ruinée par la guerre. Ils ont massivement investi dans l'économie Européenne pour l'aider à se remettre et subitement ces pays (Européens) sont devenus des partenaires commerciaux privilégiés. De plus en plus des dollars (monnaie de références) circulent à travers le monde, et les autorités Américaines tentent de freiner les demandes de conversion de dollars en or, pour ne pas assécher leurs coffres forts car elles détenaient à elles seules 3/4 du stock d'or mondial à l'époque. Elles encouragent alors des investissements des entreprises Américaines à l'étranger, pour éviter le retour de dollars en excès et une flambée de l'inflation chez eux. Voilà pourquoi dans les années 1960 les banques occidentales regorgent de dollars (les eurodollars) pour lesquels elles sont en recherche de débouchés et d'investissements. Elles les prêtent alors aux pays du sud qui cherchent à financer leur développement, notamment les pays Africains nouvellement indépendants et les pays d'Asie et d'Amérique latine.

A partir de 1973, le choc pétrolier apporte des revenus confortables aux pays producteurs de pétrole qui les placent dans les banques Occidentales : ce sont des pétrodollars. Là aussi les banques les proposent aux pays du sud, à des taux faibles, pour les inciter à emprunter. Tous ces prêts provenant des banques privées constituent *la dette privée* des PED. S'ajoutent à cela dans les Etats du Nord où à partir du choc pétrolier, la crise s'est installée. Les marchandises des produits dans le Nord ont du mal à trouver les preneurs à cause de la récession et le début du chômage massif. Ces pays riches décident de distribuer pouvoir d'achat au Sud, à fin de les inciter à acheter les marchandises du Nord, d'où les prêts d'Etat à Etat, souvent sous forme de crédits à l'exportation, (par exemple En gros je te prête 10

millions à bas taux, à condition que tu achètes chez moi les marchandises de 10 millions...)
C'est la partie bilatérale de la dette extérieure des PED qui entrent en jeu.

SECTION II : REVUE DES TRAVAUX THEORIQUES

2.1 Revue des Travaux Théoriques de l'Inflation

Plusieurs théories ont été développées sur la notion d'inflation. Sa perception n'a jamais fait l'unanimité chez les économistes. Cette perception varie selon les écoles de pensée.

2.1.1. L'Approche Classique

Jean Bodin (1568), fut l'un des premiers économistes à établir un lien entre la montée des prix en Europe et le stock d'argent. Il explique la hausse des prix de marchandises en Europe au 16^{ième} siècle par l'arrivée d'une très grande quantité de métaux précieux en provenance de l'Amérique. Il montre de même que la hausse initiale des prix se répercute à d'autres pays par le biais du commerce extérieur.

Richard Cantillon(1755) à son tour décrit par quelle voie et dans quelle proportion l'augmentation du stock d'argent agit sur le prix des biens. Il détermine d'abord les facteurs qui expliquent l'accroissement du stock de la monnaie. Il ressort de son analyse que mis à part les éventuels développements de la production minière, le supplément de monnaie pourrait provenir des excédents commerciaux ou des mouvements internationaux ne correspondant pas à des paiements de marchandise. Pour Cantillon, malgré l'accroissement de la quantité de monnaie dans l'économie, la hausse ne sera observée que si le métal sert à l'achat des biens domestiques. Il poursuit l'analyse en indiquant que le surplus de consommation engendré par la monnaie additionnelle peut concerner une catégorie spécifique de produits qui verront leur prix augmenté tandis que d'autres conserveront leur prix initial. Cette liaison entre monnaie et prix donne lieu à une conception théorique plus développée par les économistes classiques.

Fischer (1911), fut le premier à modéliser mathématiquement l'inflation : cette équation s'écrit de la manière suivante :

$$MV =PT$$

Où M est la masse monétaire, V la vitesse de circulation de monnaie, P le niveau général des prix et T le nombre de fois, en un an, que l'on échange des biens et des services contre la monnaie. La partie MV représente la partie monétaire des échanges, PT est la partie

réelle ; toutes deux doivent s'égaliser. A partir de cette formule on peut proposer une théorie causale de l'inflation, moyennant certaines hypothèses de base.

Les hypothèses de base de la théorie quantitative de la monnaie sont :

- La vitesse de circulation de la monnaie est une variable structurelle, c'est-à-dire constante à court terme, et non susceptible d'être influencée par les variations de la quantité de monnaie : donc $V \sim 0$

- Le volume des échanges T ne dépend pas non plus de la variable monétaire, mais des seuls facteurs réels.

En effet, d'après les quantitativistes, lorsque la vitesse de circulation de la monnaie (V) et le volume réel des transactions (T) sont exogènes et si la demande de monnaie s'ajuste à l'offre ($M_0 + M_d = M$); alors toute variation supposée de l'offre de monnaie doit se traduire par une variation proportionnelle du niveau général des prix P . Donc, l'origine de l'inflation est monétaire.

2.1.2. L'Approche Monétariste

Dans la théorie économique, le courant monétariste est représenté par Milton Friedman «Prix Nobel d'économie 1976». Il trouve dans l'intervention de l'Etat la principale source de l'inflation. Selon Friedman «l'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire». Leur raisonnement part de l'équation quantitative de la monnaie qui exprime le lien entre les transactions et la masse monétaire mais s'éloigne de la démarche dichotomique des quantitativistes traditionnels (Fisher 1911). Cette relation s'exprime de la manière suivante: $MV=PY$ où M est la quantité de monnaie, V , la vitesse de la circulation de la monnaie, Y représentant le nombre total des transactions effectuées au cours d'une période donnée ou la production au cours d'une période et P , le niveau général des prix. Les monétaristes supposent que la vitesse de circulation de la monnaie est constante et que la production à son tour est déterminée par la capacité productive de l'économie (facteur de production). Ces différentes considérations ont plusieurs implications :

- la valeur nominale de la production PY est déterminée par l'offre de monnaie.

- le niveau des prix P n'est rien d'autre que le rapport entre la valeur nominale de la production et le niveau général de la production Y .

Dans ce cas toute variation de prix est le résultat d'une variation de la masse monétaire autrement dit l'origine de l'inflation est purement et simplement d'ordre monétaire. De ce point de vue, la stabilisation de l'inflation est entre les mains des autorités monétaires qui peuvent décider du niveau général des prix en jouant sur le taux de croissance de la masse monétaire à l'aide des instruments de la politique monétaire car c'est surtout le financement du déficit budgétaire de l'Etat par les banques qui favorise l'inflation.

C'est pourquoi les théories monétaristes rejoignent les théories d'inspiration libérale partisane du «moins d'Etat». Réduire l'inflation dans un tel cas de figure revient à réduire les besoins de financement de l'Etat donc à réduire ces dépenses via la réduction de son périmètre d'activités. Pour ce faire, la cible principale est le taux d'intérêt qui détermine le coût de la monnaie et la demande d'encaisses monétaire réelles (Mankiw, 2003). A cet effet, les autorités monétaires peuvent effectuer des opérations d'*open-market* (achat et vente des titres publics) pour atteindre des objectifs de taux d'intérêt à court terme ou fixer directement le taux d'escompte. Plusieurs études empiriques effectuées sur cette théorie ont montré avec exactitude sa véracité.

En effet, l'étude fondatrice menée par Friedman et Schwartz(1963) sur l'histoire monétaire des Etats unis indique clairement une corrélation positive entre la croissance de la masse monétaire et le niveau de l'inflation. Plus tard, d'autres études empiriques à travers le monde, confirment cette théorie : le constat est que les pays où les taux de croissance de la monnaie sont élevés tendent à avoir un taux d'inflation élevé et les pays à faible croissance monétaire, un taux d'inflation réduit. Un exemple récent en Afrique est le cas de l'ex-Zaïre qui a financé son déficit public par la création monétaire entre 1991 et 1994 entraînant une hyperinflation de 4500% en 1993 et 9800% en 1994 (Agenor, 2001).

L'inflation étant vue chez les monétaristes comme un des maux les plus importants de l'économie à cause du fait qu'il perturbe les anticipations des agents économiques, il faut donc la combattre de façon vigoureuse avec une limitation de l'évolution de la masse monétaire correspondant à celui de l'augmentation des biens et services.

2.1.3. L'Approche Keynésienne et Néokeynésienne:

Dans sa « *théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie* » Keynes(1936) procède à l'analyse de la relation entre la quantité de la monnaie et le niveau général des prix qui vise à déterminer l'élasticité réagissant aux variations de la quantité de monnaie. Selon les fondements de cette théorie l'inflation résulte de deux processus :

D'une part lorsque l'économie se trouve dans une situation de plein emploi des facteurs, la production en volume devient inélastique et il en résulte ainsi une hausse des prix dans une mesure proportionnelle à $M \times V$.

D'autre part, à mesure que la production croît, l'économie parvient successivement à des goulots d'étranglement qui constituent des freins à l'offre des produits et où les prix montent afin de détourner la demande vers d'autres biens.

L'analyse keynésienne s'oppose catégoriquement à celle monétariste, car elle opte pour un accroissement de la masse monétaire afin de booster la production et stimuler l'emploi. Toutefois l'auteur reconnaît qu'il existe des limites dans l'utilisation de la monnaie pour favoriser la croissance économique.

La gestion restrictive de la monnaie est critiquée par les keynésiens et les néokeynésiens qui soutiennent que la monnaie peut être utilisée pour doper la production comme mentionné ci-dessus. Pour ceux-ci, lorsqu'une économie se retrouve dans une situation de sous-emploi, un minimum d'inflation est nécessaire afin de lutter contre le chômage en promouvant la croissance économique. Autrement dit une offre plus élevée de la quantité de monnaie peut relancer l'économie à travers la demande. Une telle situation peut créer de l'inflation mais permet de lutter contre le chômage à travers la reprise des activités de production, c'est ce qu'illustre la courbe de Philips(1958) qui indique qu'à des niveaux d'inflation élevés, correspond des niveaux bas de chômage.

L'inflation dans ces conditions, n'est pas vue comme un danger. Il est un mal nécessaire, il faut savoir faire seulement un bon arbitrage entre le niveau d'inflation et celui du chômage. Ces types de politiques ont eu un succès dans les années d'après-guerre jusqu'à la fin des années 1970. Mais l'apparition de la stagflation, c'est-à-dire l'inflation doublée de chômage les a mis en doute.

2.1.4. L'Approche des Nouveaux Classiques

Contrairement aux keynésiens et aux néo-keynésiens qui soutiennent que dans une situation de sous-emploi la politique monétaire peut être utilisée pour doper la production, les nouveaux classiques estiment que la monnaie n'a pas d'influence dans la sphère réelle même à court terme comme l'admettent les monétaristes. Selon eux, il faut mener une politique monétaire rigoureuse de long terme à même de combattre efficacement l'inflation.

Pour les néoclassiques, l'inflation trouve sa source dans l'augmentation de la masse monétaire non proportionnelle à celle des richesses à cause des mauvaises anticipations que cela crée.

Il faut certes mentionner que dans l'analyse des nouveaux classiques, le rôle des anticipations est central dans l'inflation. Cependant, un grand débat existe sur la question de savoir si les anticipations sont adaptatives ou rationnelles.

Selon l'hypothèse d'anticipations adaptatives que défend Friedman, les agents constituent leurs anticipations relatives au prix en se fondant sur les valeurs récemment observées des prix autrement dit que les anticipations de l'inflation future qui sont en fait, basées sur l'inflation du passé, influencent les prix qu'attendent les agents économiques. L'implication de cela est que l'inflation ne peut que changer lentement d'année en année selon le degré de crédibilité de la politique budgétaire et monétaire.

Pour des auteurs comme Lucas(1972) (chef de file des nouveaux classiques) et Sargent (1982), les anticipations adaptatives sont trop simples pour s'appliquer à plusieurs circonstances. Selon cette hypothèse, les agents économiques utilisent de manière optimale, toute l'information disponible, y compris l'information sur les politiques actuelles et prospectives, pour prévoir les prix. L'inertie de l'inflation n'est qu'apparente : en fait, ce sont les politiques budgétaires et monétaires inadéquates qui entretiennent la dynamique de l'inflation. Si ces politiques prennent fin, cette dynamique s'arrêtera d'elle-même et les agents feront des anticipations correctes.

L'histoire économique nous enseigne la plausibilité de ces deux hypothèses. Ainsi, dans les études empiriques, les économètres proposent aussi des modèles pouvant intégrer aussi bien les anticipations rationnelles que les anticipations adaptatives. La validation des hypothèses dans ce cas dépend de valeurs-clefs des paramètres du modèle.

Si l'émission abondante de la monnaie peut être préjudiciable à la performance d'une économie, elle peut constituer une source de revenu pour les autorités monétaires ou le gouvernement.

2.2.Revue des Travaux Théoriques de la Dette

Plusieurs théories ont été développées sur l'endettement d'un pays. Elles vont de la perception même de l'emprunt public à la capacité d'endettement d'un pays. L'endettement de l'État n'a jamais fait l'unanimité chez les économistes. Sa perception varie selon les écoles de pensée. C'est ainsi que certains économistes pensent que la dette peut être nécessaire et même

efficace pour le développement d'un pays alors que d'autres rejettent systématiquement l'emprunt public et pensent que tout emprunt public ne peut qu'être nuisible pour les agents économiques.

3.1.1. La Conception Classique de L'Endettement

Les classiques assimilent l'endettement public à un report de l'impôt sur les générations futures et imputent à l'État une connotation négative. Selon RICARDO (1817), les citoyens voient dans l'emprunt un impôt différé dans le temps et se comportent comme s'ils sont contraints de payer un impôt ultérieurement pour rembourser cet emprunt quel que soit le décalage intergénérationnel. En d'autres termes, le comportement des agents économiques est guidé par une anticipation à la hausse des impôts. BARRO (1989) montre qu'une politique de déficit budgétaire financée par l'emprunt reste sans effet sur l'activité économique dans la mesure où les agents ne sont pas victimes de l'illusion fiscale. Ils anticipent alors à une hausse des impôts destinés à rembourser l'emprunt en constituant une épargne d'un montant équivalent à l'endettement public. Pour SMITH (1759), la dette est pernicieuse et ne doit pas être encouragée. Elle incite le souverain à des dépenses inutiles et favorise l'irresponsabilité. J.B. SAY (1799) pense qu'il faut limiter l'emprunt public parce qu'en plus d'alimenter la consommation publique destructrice de richesse et de valeur, il fait intervenir le paiement des intérêts. HAYEK (1989) dénonce l'endettement comme étant une croissance artificielle, fondée sur un investissement supérieur à l'effort d'épargne de la nation. Des études empiriques dont celles de KRUGMAN (1988), SACHS (1989), FROOT (1989) et de CALVO (1989) ont montré que l'accumulation de la dette et de son service constituent une taxe sur la production future et découragent l'investissement par l'effet d'éviction. Ainsi, pour les classiques l'État doit tout simplement assurer sa mission régaliennne à partir des ressources générées par l'activité économique. Toute intervention de l'État dans l'économie est source de sous-optimalité et de nuisance. Aucun déficit budgétaire n'est justifiable et par conséquent, l'emprunt public n'est pas envisageable. Cependant, d'autres écoles contestent cette pensée et pensent à l'efficacité du financement par l'emprunt, d'un déficit budgétaire justifié et maîtrisé.

3.1.2. La Conception Keynésienne De L'Endettement

Contrairement aux classiques, les keynésiens pensent que l'endettement public en général n'entraîne pas de coûts ni pour les générations présentes, ni pour les générations futures du fait des nouveaux investissements qu'il génère. Ils pensent que le principe de l'équilibre budgétaire ne doit pas toujours être respecté. Un déficit budgétaire justifié et maîtrisé peut être un facteur de relance économique, de lutte contre le chômage : stimulation

de la demande et/ou de la consommation globale (infrastructures), qui par le biais de l'effet multiplicateur, sont capables de promouvoir une croissance durable. Dans cette approche, l'endettement public favorise la relance de la demande qui par son effet accélérateur, entraîne une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement qui provoque à son tour une hausse de la production, permettant ainsi de créer les emplois et de lutter contre la pauvreté.

Keynes justifie dans ses écrits l'intervention de l'Etat dans l'économie pour pallier aux déficiences du marché et favoriser la mise en place d'un cercle vertueux de la croissance économique. En faveur de l'interventionnisme de l'Etat, Keynes avance que l'accroissement des dépenses publiques via le financement par l'emprunt favoriserait le retour à la croissance économique. En effet, la théorie suggère que l'emprunt plafonné à des limites raisonnables peut aider les pays en développement à renforcer leur croissance. Les économies en stade initial de leur développement disposent d'un stock de capital limité et offrent souvent des possibilités d'investissement plus rentables que les économies matures.

Aussi longtemps qu'elles emploient les capitaux empruntés pour financer des investissements productifs et échappent à certains maux (instabilité macroéconomique, chocs,...) leur croissance devrait s'accélérer et leur permettre de rembourser à l'échéance les dettes contractées, c'est la notion de soutenabilité de la dette.

Selon la théorie keynésienne traditionnelle de l'évolution conjoncturelle déterminée par la demande, l'impact du déficit autrement dit de l'augmentation des dettes publiques sur la croissance est jugé positif. Dans le cas d'une sous activité, une augmentation des dépenses financée par les impôts, donc implicitement sans impact sur la dette publique induit une hausse équivalente du PIB. Une majoration des dépenses financée par le marché des capitaux, prêts des bailleurs de fonds, donc augmentant la dette, peut avoir un impact plus fort sur la croissance, puisque les charges fiscales ne freinent plus la demande. En d'autres termes: dans ce cas précis, la corrélation entre dette publique et croissance est clairement positive.

L'impulsion extrêmement positive provoquée par le financement du déficit et de la dette peut être limitée de deux manières au moins. Premièrement, en économie fermée les emprunts de l'Etat augmentent les taux d'intérêt réels et aboutit à une éviction de l'investissement privé par l'investissement public. En économie ouverte, avec régime de change flexible, la hausse des taux d'intérêt favorise une appréciation de la monnaie locale ce qui risque de défavoriser les exportations sur le marché international. Au niveau de la balance commerciale, le bilan extérieur sera déficitaire en faveur des importations. Au niveau du marché des changes, l'entrée massive de devises étrangères est aussi à l'origine d'une appréciation conséquente de la monnaie locale. Sur les échanges internationaux,

l'appréciation de la monnaie donne au pays plus de compétitivité et permet de s'intégrer sur le commerce international.

En général, dans une situation de sous-emploi des facteurs de production, une augmentation des dépenses publiques devrait impacter positivement sur la croissance, précisément lorsqu'elle est financée par emprunt (dette)

Cependant, pour d'autres économistes l'accroissement de dépenses publiques financé par l'Etat en ayant recours à l'emprunt, ou la baisse des impôts pousse le public à anticiper les impôts

3.1.3. La Conception de l'Ecole des Anticipations Rationnelles

Barro expose sa théorie grâce à un outil appelé fonctions d'utilités inter temporelles à générations imbriquées. Il approfondit la thèse de Ricardo en combinant les thèmes d'évictions et d'anticipations rationnelles. Selon lui, si le gouvernement abaisse les impôts en laissant la dépense publique et la masse monétaire inchangées, ou s'il finance accroissement de dépenses publiques en ayant recours à l'emprunt, le public va anticiper les hausses d'impôts qui seront nécessaires ultérieurement pour payer les intérêts de la dette accrue et pour rembourser le principal. De ce fait, les agents savent a priori que ces deux modalités de financement sont un recours aux déficits publics ; ils savent aussi qu'il aura alourdissement de la dette publique et usage de la taxe inflationniste. L'accumulation de l'inflation à long terme et l'augmentation des impôts finiront par rendre peu crédible l'Etat. Les agents vont donc se préparer à la purge fiscale future. Ils vont accroître leur épargne actuelle en prévision des alourdissements futurs des impôts et ne se considéreront pas plus riches après la mise en œuvre de la politique de relance. Il en résultera que cette politique suivie par le gouvernement n'aura aucun effet stimulant sur l'économie, quelles que soient les modalités de financement des déficits ; les effets à long terme sont équivalents. Cette proposition générale signifie donc la neutralité de la dette publique à long terme (multiplicateur fiscal et budgétaire tendant vers zéro).

SECTION III : REVUE DES TRAVAUX EMPIRIQUES

L'ampleur et la persistance des déficits publics ainsi que leurs variations dans le temps et entre les pays est un sujet qui a attiré l'attention dans les domaines théoriques et empiriques, surtout en ce qui concerne les causes de ces déficits persistants et leur impact correspondant sur la dette publique. Ces déficits sont considérés comme une cause de croissance de la masse monétaire, d'inflation persistante et d'instabilité macroéconomique

(Saleh et Harvie, 2005; Catão et Terrones, 2005; Tekin-Koru et Özemen, 2003; Hossain et Chowdhury, 1998). Tanzi (1993) a même fait valoir que, en particulier dans les pays en développement, le secteur public, loin d'être un facteur d'équilibre, a contribué à générer des déséquilibres macroéconomiques plus importants. Dans le même ordre d'idées, Fisher et Easterly (1990) soulignent le fait que l'inflation rapide est presque toujours un phénomène budgétaire et que la maîtrise de l'inflation nécessite une coordination des politiques monétaire et budgétaire.

Ghura et Hadji Michael (1996) démontrent qu'il existe une relation inverse entre la croissance économique et la stabilité macroéconomique mesurée par le taux d'inflation et le déficit budgétaire en proportion du produit intérieur brut (PIB). Des données empiriques suggèrent que les déficits persistants sont sans aucune ambiguïté préjudiciables à la croissance économique (Easterly et al.1994). Néanmoins, d'autres études montrent que seule une inflation supérieure à 10% à 20% constitue une menace réelle pour la croissance économique (Gylfason et Herbertsson, 2001; Loungani et Swagel, 2003). Même dans ce cas, il ne fait aucun doute que la stabilité des prix - c'est-à-dire une inflation faible et stable est une condition fondamentale d'une croissance économique soutenue, tandis que les déficits budgétaires et la dette publique devraient être maintenus à des niveaux conformes aux autres objectifs macroéconomiques, y compris le contrôle l'inflation (Easterly et al. 1994). Malgré le grand nombre de recherches sur la relation entre la dette, la monnaie et l'inflation, aucun consensus théorique ou empirique n'existe sur les conséquences économiques exactes des déficits budgétaires importants sur l'inflation (Darrat, 2000; Narayan et al.2006).

En plus des théories avancées par les écoles de pensées, plusieurs auteurs se sont également penchés sur le sujet. Empiriquement, le plus connu des travaux est celui réalisé par K. O. Ojo (1989) qui par une approche économétrique, montre que le rapport de l'encours de la dette/PIB d'une trentaine de pays africains durant la période de 1976 à 1984 est déterminé par : la variation des exportations (X), au rapport des importations/PIB (M), la population (Pop) et au taux de croissance du PIB (Y). Les résultats statistiques lui permet de conclure que le rapport de l'encours de la dette/PIB est lié négativement à la variation des exportations, au taux de croissance du PIB et positivement au rapport des importations/PIB, et à la croissance de la population (Pop). Cette étude et la nôtre se rapprochent beaucoup, mais se différencient par la tenue en compte du phénomène d'endettement et de l'inflation.

Ichiro Fukunaga et al. (2020) ont évalué quantitativement les effets des chocs d'inflation sur le ratio de la dette publique au PIB dans 19 pays avancés à l'aide d'approches de simulation et d'estimation. Les simulations basées sur l'équation de la dynamique de la dette et les estimations des réponses impulsionnelles par projections locales suggèrent toutes deux qu'un choc temporaire de 1 point de pourcentage sur le taux d'inflation réduit le ratio dette / PIB d'environ 0,5 à 1 point de pourcentage. Leurs résultats suggèrent également que l'impact est plus important et plus persistant lorsque l'échéance de la dette est plus longue, mais la différence par rapport au scénario de référence n'est pas si importante. Ces résultats impliquent qu'une inflation légèrement plus élevée, même si elle s'accompagne d'une certaine répression financière, ne pourrait réduire le fardeau de la dette publique que marginalement dans de nombreuses économies avancées. Une implication politique serait que la politique monétaire ou la répression financière ne peuvent à elles seules contribuer à parvenir à une réduction significative des niveaux de la dette publique.

Hilscher et coll. (2017) et Equiza-Goñi (2016) simulent également les effets de l'inflation sur le ratio de la dette publique au PIB sur la base de l'équation de la dynamique de la dette, mais ils utilisent des données plus détaillées sur les obligations d'État (le premier utilise également des données sur les prix des options pour estimer la distribution des risques d'inflation) en se concentrant respectivement sur les États-Unis et quelques pays de la zone euro. Aizenman et Marion (2011) utilisent simplement la maturité de la dette américaine en 2009 pour estimer les effets d'une inflation toujours plus élevée. End et coll. (2015) utilise un modèle de dynamique des comptes budgétaires de la zone euro pour simuler les effets de chocs d'inflation / désinflation persistants. Krause et Moyen (2016) utilisent un nouveau modèle d'équilibre général dynamique keynésien avec une cible d'inflation imparfaitement observée et simulent les effets des chocs sur la cible d'inflation. Bien que notre approche de simulation soit différente

Nguyen (2015) considère une forte inflation comme un facteur défavorable au développement économique et croissance économique dans les pays en développement. La forte croissance économique associée à une inflation stable est l'un des principaux objectifs pour la plupart des gouvernements du monde entier. Cependant, la plupart des pays en développement doivent emprunter pour financer les déficits budgétaires et promouvoir la croissance économique. Dans l'article, l'auteur enquête empiriquement sur les effets de l'inflation sur la dette publique dans 15 pays en développement d'Asie sur la période de 1990 à 2012. Les résultats estimés des deux méthodes d'estimation PMG et GMM montrent que

l'inflation a des effets statistiquement positifs sur la dette publique. Cela implique que la politique budgétaire avec un niveau élevé de dette publique pour financer les déficits budgétaires est inflationniste dans ces économies sélectionnées d'Asie. La même année, il étudie toujours de manière empirique la relation entre l'inflation et la dette publique sur un ensemble de 60 pays en développement constitué de trois sous-échantillons (22 en Asie, 11 en Amérique latine et 27 en Afrique) sur la période 1990 – 2014, les résultats estimés dérivés de la méthode de différence de panel GMM sur l'ensemble de l'échantillon des 60 pays en développement et sur chaque sous échantillon, montrent que l'inflation a un effet négatif important sur la dette publique. Ils montrent que dans les pays en voie de développement, la dette publique élevée provoque l'inflation, alors que l'inflation élevée érode la valeur réelle de la dette publique.

Nastansky et al. (2014) utilisent des données trimestrielles pour l'Allemagne sur la période de 1991-2010 pour étudier l'interaction entre l'inflation et la dette publique. Les auteurs analysent cette interaction entre l'inflation et la dette publique à par le biais de la masse monétaire dans un modèle de correction d'erreur vectorielle estimé par l'approche de Johansen. Les résultats estimés montrent que l'inflation a un effet statistiquement et significativement positif sur le niveau de la dette publique.

Akitoby et al. (2014) étudie l'influence de l'inflation faible ou élevée sur la dette publique dans les pays du G-7. Les résultats de la stimulation indiquent que, si l'inflation devait tomber à zéro pendant cinq ans, la dette nette moyenne augmenterait d'environ 5% au cours des cinq prochaines années. En revanche, augmenter l'inflation à 6% pour les cinq prochaines années diminuerait la dette nette moyenne d'environ 11% sous l'effet complet de Fisher et environ 14% sous l'effet partiel de Fisher. Cela implique qu'une inflation plus élevée pourrait contribuer à réduire légèrement la dette publique dans les économies développées.

Un autre apport de la littérature sur les retombées de la dette publique enquête de manière empirique sur l'influence de l'inflation sur la dette publique. Reinhart et Sbrancia (2011) décomposent la dynamique de la dette des économies développées sélectionnées et des marchés émergents de 1945 à 2011. Ils constatent que la répression financière (situation où l'inflation est combinée avec la réglementation du secteur financier) a contribué à une réduction substantielle de la dette de 1945 à la décennie 1970 dans les économies développées. En revanche, à l'aide d'une équation de la dynamique de la dette et d'un taux de rendement estimé aux obligations de l'Etat, Hall et Sargent (2010) constatent que la

contribution de l'inflation à la réduction de la dette aux Etats Unis de 1941 à 2009 est modeste. De même, en utilisant un modèle VAR sur les pays du G7 (hors France) sur la période 1960-2005, Giannitsarou et Scott (2008) montrent que la contribution de l'inflation aux mouvements de la dette est faible. Plus récemment, Abbas et Al (2013) trouvent aussi que l'inflation a joué un rôle relativement mineur dans un échantillon de 26 épisodes de retours de dettes importants dans les économies développées depuis les années 80.

Bernardin Akitoby et al (2014) examine l'impact d'une inflation faible ou élevée sur le ratio dette publique / PIB dans les pays du G-7. Leurs simulations suggèrent que si l'inflation tombait à zéro pendant cinq ans, le ratio moyen de la dette nette au PIB augmenterait d'environ 5 points de pourcentage au cours des cinq prochaines années. En revanche, porter l'inflation à 6% au cours des cinq prochaines années réduirait le ratio moyen de la dette nette au PIB d'environ 11 points de pourcentage sous l'effet Fisher complet et d'environ 14 points de pourcentage sous l'effet Fisher partiel. Leurs résultats suggèrent que une inflation plus élevée pourrait donc contribuer à réduire quelque peu le ratio dette publique / PIB dans les économies avancées. Cependant, il ne pourrait guère résoudre le problème de la dette à lui seul et poserait des défis et des risques importants.

Bildirici et Ersin (2007) étudie de manière empirique les relations économiques entre l'inflation et la dette intérieure pour neuf pays au cours de la période de 1980 à 2004 en utilisant le modèle Var. Les résultats montrent que, dans les pays qui connaissent une inflation élevée, le processus inflationniste s'est nourri de l'augmentation des coûts de la dette intérieure. En conséquence, la dette croissante par rapport au PIB a amené ces pays à emprunter à des taux d'intérêt plus élevés et à des taux d'échéance inférieur.

Harmon (2012) étudie l'impact des trois principaux indicateurs économiques (inflation, le PIB croissance et taux d'intérêt) sur la dette publique au Kenya sur la période 1996 à 2011. Adoptant un modèle de régression linéaire simple, la recherche trouve qu'il y a un faible lien positif entre l'inflation et la dette publique alors que les liens entre la croissance du PIB, les taux d'intérêt sur la dette publique sont négatifs

Ahmad et al. (2012) confirment que l'inflation est un problème critique dans de nombreux pays, en particulier dans les pays moins développés. À l'aide de la méthode d'estimation des MCO, leur travail étudie empiriquement l'effet de l'inflation sur la dette intérieure au Pakistan pour la période de 1972 à 2009. Les résultats estimés montrent que le niveau de prix a des effets significativement négatifs sur le volume de la dette intérieure. Les

auteurs font valoir la dette flottante, c'est-à-dire que les bons du Trésor représentent une grande partie du total de la dette intérieure et le taux d'intérêt, c'est-à-dire le coût des emprunts intérieurs ou le service de la dette sont les principales raisons d'améliorer le niveau de prix.

Kwon et al. (2006) défendent l'idée de Sargent et Wallace (1981) que l'inflation influence positivement la dette publique. Les auteurs enquêtent empiriquement sur la relation entre l'inflation et la dette publique avec des données de panel pour 71 pays de 1963 à 2004 en utilisant l'estimation de régression OLS et le modèle VAR. Les résultats estimés indiquent que la relation est forte dans les pays en développement endettés, faible dans d'autres pays en développement.

Taghavi (2000) examine de manière empirique l'hypothèse que la dette publique a des liens négatifs potentiels avec l'inflation dans les grandes économies européennes de 1970 à 1997. En utilisant la cointégration et les modèles autorégressifs vectoriels, le document suggère que le lien entre l'inflation et la dette ne sont pas clairs.

Un autre duo de la littérature, Missale et Blanchard (1994), tente de modéliser le lien entre l'inflation, l'échéance de la dette et la dette publique. Ils développent un modèle montrant que lorsqu'un gouvernement choisit l'échéance de la dette, il inciterait à gonfler la dette mais il est confronté à des risques de réputation. Dans le modèle des auteurs, l'échéance de la dette la plus longue compatible avec une promesse crédible de faible inflation est une fonction décroissante du niveau initial de la dette. Dans le modèle utilisé par Aizenman et Marion (2011), le gouvernement choisit l'inflation alors que la maturité initiale de la dette est prise comme une donnée. En étalant leur modèle pour l'économie américaine, ils constatent que le gouvernement a incité à augmenter de façon optimale l'inflation à 6%, ce qui entraîne une baisse de 20% du ratio dette/PIB sur 5 ans. Krause et Moyen (2011) construisent un modèle standard présentant une dette à long terme et une incertitude quant à l'inflation ciblée. Dans ce cadre, l'augmentation de l'inflation est difficile lorsque la confiance dans les autorités monétaires reste intacte. Contrairement aux modèles néo keynésiens, la littérature sur la théorie fiscale du niveau des prix supprime l'hypothèse que le niveau des prix est déterminé exclusivement par la politique monétaire alors que la politique budgétaire s'ajuste toujours pour assurer la viabilité de la dette comme le montrent les études de Leeper (1991), David et Leeper (2011) et Cochrane (2011).

En définitive, il a été question dans ce chapitre de clarifier le concept lié à l'inflation et à la dette extérieure d'une part et d'autre part de présenter théoriquement et empiriquement

les travaux antérieurs ayant montrés l'influence de l'inflation sur la dette. Certains ont montré que l'inflation influence positivement et significativement la dette c'est le cas notamment de (Nguyen (2015) Nastansky et al. (2014), tandis que d'autres trouvent un effet négatif tels que (Ahmad et al. (2012). Les travaux théoriques et empiriques étant présentés, l'objet du chapitre suivant portera sur la méthodologie. Plus précisément, nous présenterons les données en prenant le soin de préciser leurs sources et leurs natures, nous présenterons également le modèle théorique et nous clôturerons le chapitre avec la méthode d'estimation empirique.

CHAPITRE 2 : LES FAITS STYLISES

Dans le but d'atteindre nos objectifs précédemment définis, nous présenterons dans ce chapitre l'évolution de nos variables utilisées dans la méthodologie. Nous présenterons d'abord l'évolution des variables dépendantes, en suite l'évolution des variables d'intérêt et en fin l'évolution des variables de contrôles.

SECTION I : LES FAITS STYLISES DE LA VARIABLE DEPENDANTE : DETTE EXTERIEURE

Au cours des deux décennies 1980-2000, le contexte économique de l'ensemble des pays pauvres très endettés (PPTE) en général, et du Cameroun en particulier, a été marqué par un endettement sans précédent. La crise de la dette dans les pays en développement n'a cessé de retenir l'attention des médias. Les différents sommets des chefs d'Etat des pays les plus industrialisés et les consultations des bailleurs de fonds en ont fait une préoccupation majeure. Les gouvernements et la communauté financière internationale font face à un environnement hostile au processus de développement économique et social: déficit budgétaire insupportable, accumulation d'importants arriérés de paiement et faible taux de croissance. Le contexte économique international a joué un rôle prépondérant dans l'aggravation de la crise: fluctuation des taux de change, baisse du prix des matières premières et détérioration des termes de l'échange, hausse des taux d'intérêt et baisse des prêts assortis de conditions concessionnelles. En outre, cette crise est imputable aux politiques internes : mauvaise gestion de la dette publique et de l'allocation des ressources, absence de discipline financière rigoureuse. Cette faiblesse économique et financière a suscité à long terme un excès de la dette par rapport à la capacité de service de la dette des PPTE. C'est ainsi qu'entre 1970 et 1979, leur dette totale se chiffrait à plus de 30,92 milliards de dollars, représentant 79 % des exportations et 20,25 % du produit national brut. C'est à partir de 1980 que les principaux indicateurs de la dette se détériorent. La dette totale de l'ensemble des PPTE⁴ s'établit alors à 145,5 milliards de dollars, soit à 195 % et à 23.5 % pour ce qui est des ratios dette/exportations et service de la dette/exportations.

⁴ L'ensemble des PPTE comprend 32 pays : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo et Zambie.

1.1. Initiatives en Matière d'Allègement de la Dette

Depuis que l'éclatement de la crise de la dette en 1982, des mécanismes traditionnels internationaux de réduction de la dette ont été mis en œuvre, parmi lesquels figurent les Plans Baker et Brady (1985), les Termes de Toronto (1988), les Termes de Londres (1991), les Termes de Naples (1995) et les Termes de Lyon (1996). Les dettes commerciale et bilatérale ont fait appel à la conversion avec une importante décote des créances en titres ou participations au capital négociables et à la restructuration des 8 obligations échues en obligations dotées d'échéances plus longues et de conditions de remboursement plus favorables. Les conditions de Toronto prévoient la réduction d'un tiers de la dette officielle bilatérale éligible venue à échéance. Les conditions de Londres, qui portent sur une réduction de moitié tandis que celles de Naples accordent une réduction des deux tiers du service de la dette bilatérale échue en valeur actuelle nette sont autant d'initiatives importantes qui vont dans le sens d'une plus grande professionnalité des financements accordés à l'ensemble des pays très endettés. Malgré ces initiatives, la situation de la dette extérieure des PPTE n'a jamais été aussi haute. La viabilité extérieure et la croissance durable demeurent une perspective toujours lointaine pour l'ensemble de ces pays. Le besoin d'examiner de nouvelles approches et stratégies comme de nouvelles options de traitement de l'ensemble a suscité la mise en place par le FMI, la Banque mondiale et l'ensemble des banques multilatérales de développement (BMD) de l'Initiative PPTE⁵. C'est dans ce cadre que le FMI et la Banque mondiale sont convenus d'appuyer un plan de réduction de la dette du Cameroun. Le volume total de l'aide que le pays devrait recevoir de ses créanciers extérieurs s'élève à 345 millions de dollars, en valeur actuelle nette (VAN) l'équivalent de 800 millions de dollars en termes nominaux. La Banque mondiale et le FMI devraient fournir, respectivement, 91 et 22,5 millions de dollars en valeur actuelle nette. Le point d'achèvement du processus d'application du plan de réduction de la dette a été fixé à mars 2001.

Jusqu'en 2016, 35 pays⁶ ont rempli les conditions requises pour bénéficier de l'aide au titre de l'initiative PPTE qui s'est concrétisée par une réduction d'au moins 80 % de leur

⁵ Selon la classification faite par les institutions de Betton Wood sur la viabilité de la dette, un pays est jugé avoir une position extérieure soutenable lorsqu'il est censé honorer intégralement ses obligations actuelles et futures sans recourir à l'allègement, rééchelonner sa dette ou accumuler des arriérés et sans hypothéquer indûment sa croissance économique.

⁶ Afghanistan, Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Comores, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Rwanda, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie

obligation annuelle due au titre du service de la dette. Cette assistance financière s'élevait à 14,7 milliards de dollars en fin décembre 1999, dont 4,3 milliards, 1,5 milliard et 1,3 milliard proviennent respectivement de la BM, du FMI et du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD). La réduction de l'endettement est déterminée par un coefficient de réduction commun. Selon une étude réalisée en février 2001 par l'Unité PPTE (février 2001) sur l'impact de l'initiative, le service de la dette devrait passer d'environ 16,8 à 8 % des exportations et, de 3,7 % à 2 % du PIB dans l'ensemble des 22 pays ayant atteint le point de décision en 2000. Toutefois, le succès de cette initiative réside dans sa capacité financière et opérationnelle à coordonner les activités de conversion des ressources dégagées en investissements sociaux et surtout à créer les conditions de maintien de l'endettement à un seuil soutenable et à offrir un environnement propice à une croissance économique durable. Car cette assistance financière s'inscrit comme une solution ou un préalable au processus de solution du problème de l'endettement des PPTE.

1.2. Le Contexte Camerounais de la Dette Extérieure

Au Cameroun l'endettement public préoccupe. Bien qu'encore en dessous du seuil de tolérance admis dans la CEMAC, la dette publique exacerbée par les prêts débloqués par le FMI, dans le cadre de la crise sanitaire, et les euros bonds est devenue un frein à l'investissement.

Le 1er mai 2006, le Cameroun est devenu le 15e pays membre régional (PMR) à atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE renforcée. De ce fait, les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale (BM) ont approuvé en sa faveur un allègement de dette d'environ 1,27 milliard de dollars en VAN fin 1999, équivalent à une réduction de 27 % de sa dette (en VAN) après l'allègement traditionnel. Sur ce total, l'allègement de la dette multilatérale se chiffre à 323 millions de dollars (25,5 %), celui de la dette bilatérale, à 879 millions de dollars (69,4 %), et celui de la dette commerciale, à 65 millions de dollars (5,1 %). Les 79 millions d'allègement en VAN fin 1999 accordés par le Groupe de la Banque représentent 24,5 % de l'allègement de la dette multilatérale et 6,3 % de l'ensemble de l'allègement. Sur l'allègement total de la dette multilatérale, le FMI a accordé 14,6 millions de dollars, la Banque mondiale, 60 millions de dollars, le Groupe de la Banque, 31,44 millions de dollars, et l'UE (FED/BEI), 7,4 millions de dollars, pendant la période

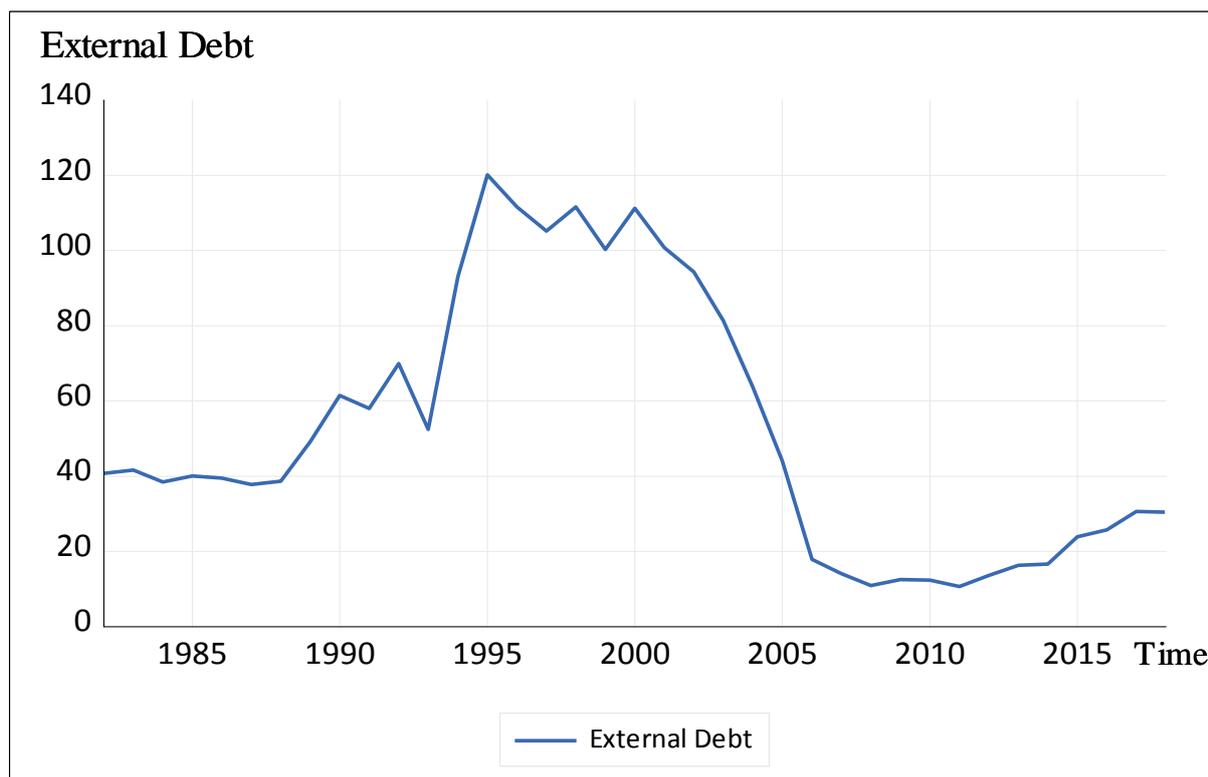
intérimaire allant du point de décision au point d'achèvement. Au point d'achèvement, le stock nominal révisé de la dette du Cameroun s'élevait à 7,819 milliards de dollars en VAN fin 1999. Le stock de la dette multilatérale représentait 21 % de l'ensemble, dont 4 % dus au Groupe de la Banque ; celui de la dette bilatérale envers les membres du Club de Paris, 69 %, celui de la dette bilatérale envers les créanciers autres que les membres du Club de Paris, 1 %, et celui de la dette commerciale, 9 %. De toutes les dettes du Cameroun, nous accorderons une attention plus particulière à la dette extérieure. Après la remise totale de la dette au titre de l'initiative PPTE promise au point de décision, la VAN de la dette extérieure totale du Cameroun à fin 2005 s'établirait à 2,2 milliards de dollars, équivalent à 61 % du ratio dette/exportations. Lorsque l'allègement de la dette bilatérale au-delà de l'initiative PPTE est pris en compte, le ratio dette en VAN/exportations tombe à 31 %. Ce chiffre est nettement inférieur au seuil de 150 % fixé dans le dispositif PPTE. Les résultats de l'analyse de sensibilité de la dette indiquent qu'après l'allègement dans le cadre de l'initiative PPTE renforcée, le ratio dette en VAN/exportations chuterait de 153 % à fin 2005 à 53,2 % en 2006, à une moyenne d'environ 59 % de 2006 à 2019.

Au 31 décembre 2020, la dette du secteur public au Cameroun a culminé à 10 334 milliards FCFA (46,9% du PIB), selon « les données provisoires » de la Caisse autonome d'amortissement (CAA), rapporte Investir au Cameroun. Cette enveloppe est en hausse de 5,6% en glissement annuel. L'organisme en charge de la gestion et du suivi de la dette publique au Cameroun explique cette augmentation par les décaissements obtenus du FMI au titre de la facilité de crédit rapide en lien avec la lutte contre le coronavirus, la prise en compte de nouvelles conventions de dette intérieure et les « émissions plus prononcées des titres publics » par l'Etat.

Constituée d'une dette directe et à garantie publique estimée à 9 411 milliards FCFA et d'une dette des sociétés publiques non avalisées par l'Etat, évaluée à 922 milliards de FCFA, cette enveloppe n'a cessé de croître ces dernières années. En effet, selon les données compilées par la CAA, la dette publique camerounaise a crû de 4 324 milliards FCFA entre 2016 et 2020, passant de 6 010 milliards FCFA à 10 334 milliards FCFA sur une période de 4 ans. Cet accroissement de l'endettement public au Cameroun est principalement porté par les concours financiers extérieurs, généralement mis à la disposition de l'Etat par les bailleurs de fonds internationaux. Cette dette extérieure, estimée à seulement 3 941 milliards FCFA en 2016 a culminé à 6 736 milliards FCFA en 2020, en hausse de près de 2 800 milliards FCFA

sur 4 ans, selon les statistiques de la CAA. Dans le même temps, la dette intérieure de l'Etat a également pris une courbe ascendante. De 1 304 milliards FCFA au 31 décembre 2016, elle est officiellement estimée à 2 647 milliards FCFA à fin 2020, soit une augmentation de 1 343 milliards FCFA. Graphiquement, l'évolution du stock de la dette extérieure en pourcentage du PIB se présente comme suit :

Graphique 1: Trend de la Dette Extérieure au Cameroun de 1980-2019



Source: Auteur à partir du logiciel «Stata»

SECTION II : LES FAITS STYLISES DE LA VARIABLE INTERET : L'INFLATION

De façon générale, les économistes ont toujours accordé une attention particulière à l'inflation à cause de ses conséquences néfastes au plan économique et social. Les biens et services qui constituent la richesse des nations sont mesurés en termes monétaires et dans ce cas, il y a une symétrie entre la détention de la monnaie et celle des biens. Le problème de l'inflation est qu'elle altère ou détruit cette symétrie qui est la base de la stabilité économique. La même quantité de monnaie détenue à deux périodes différentes, ne permet pas d'acquérir la même quantité de biens et services. Les fonctions d'unité de compte et de réserve de valeur de la monnaie sont brouillées. Il faut donc privilégier les politiques économiques qui

maintiennent la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie. Pour ce faire, la connaissance de la méthode de quantification de l'inflation et son évolution au Cameroun est indispensable.

2.1. Quantification De L'inflation

La monnaie étant l'étalon des valeurs, la variation de sa propre valeur n'est pas directement mesurable; on l'évalue à partir des variations des prix à la consommation des biens et services ou avec le déflateur du PIB qui est le rapport du PIB nominal au PIB réel. Il mesure les prix de tous les biens et services produits dans l'économie. Cependant, le constat est que le déflateur du PIB n'est pas le meilleur instrument de mesure de l'inflation car, en fonction du volume et de l'évolution des prix des importations, il sous-estime l'inflation il ne tient compte que des biens et services produits sur le territoire national dont le panier est évolutif au gré de la composition du PIB c'est la raison pour laquelle on a recours à un d'autre indice notamment indice des prix à la consommation. L'IPC est publié par l'INSEE mensuellement (le 13 de chaque mois), en données définitives et couvre tous les biens et services consommés sur l'ensemble du territoire, par les ménages résidents et non-résidents (comme les touristes). Une faible part des biens et services ne sont pas observés par l'indice : il s'agit principalement des services hospitaliers privés, de l'assurance vie et des jeux de hasard. Le taux de couverture de l'IPC a été porté à 95,2 % en 2005. Plus précisément, c'est un indice synthétique permettant de mesurer l'évolution du niveau général des prix. Pour cela, si on dispose de la quantité q_i et du prix p_i pour chaque produit i considéré. Entre la date 0 et la date t , les quantités et les prix changent.

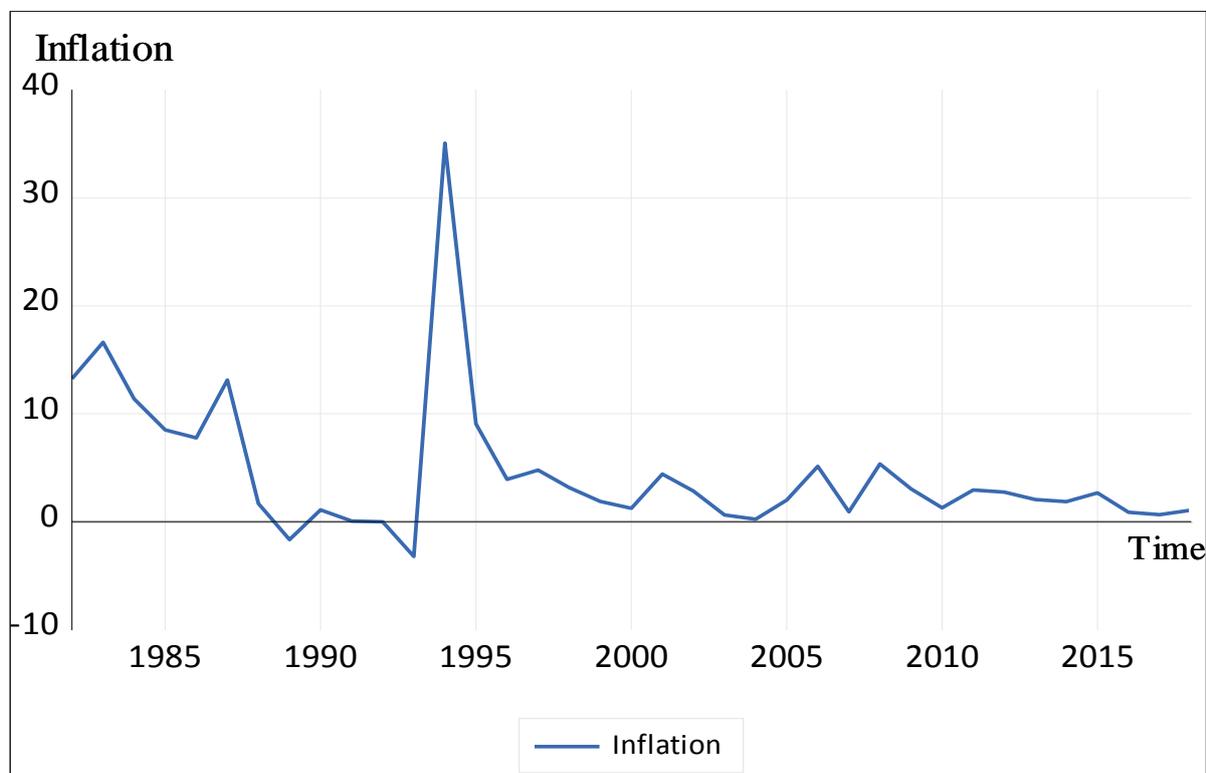
$$\Delta P_L = \frac{\sum p_{t;i} \times q_{0;i}}{\sum p_{0;i} \times q_{0;i}} \times 100,$$

2.2. Evolution de L'Inflation au Cameroun

L'inflation au Cameroun comme dans le reste du monde est un phénomène perturbant. Ainsi, la maîtrise de l'évolution des prix est l'un des objectifs auxquels dans la zone CEMAC, l'on a accordé une importance particulière mais la tendance inflationniste observée dans l'économie camerounaise est celle qui capte notre attention. La tendance à la baisse des prix à la consommation entamée en 2012 s'est poursuivie en 2014 et le taux d'inflation s'est établi à 1,9 %, contre 2,1 % en 2013. L'inflation est restée faible, malgré le renchérissement de 7,7 % des biens et services de transport découlant de la révision à la hausse des prix des carburants à la pompe appliquée depuis le 1er juillet 2014. Sous l'hypothèse que les prix des produits alimentaires se stabilisent au niveau actuel, qu'il n'y ait

plus de choc exogène, le taux d'inflation s'est situé à 2,7 % en 2015 en 2018 de 1.0688% en 2019 de 1.0348%. Graphiquement, l'évolution du stock de l'indice des prix à la consommation se présente comme suit.

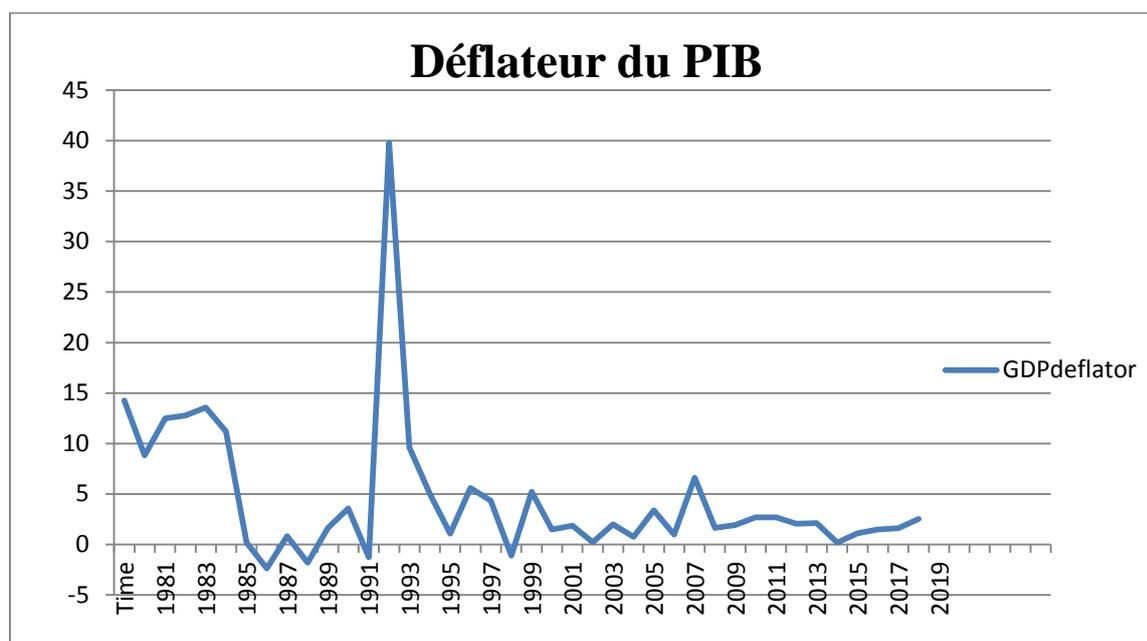
Graphique 2: Trend de l'inflation au Cameroun de 1980-2019



Source: Auteur à partir du logiciel «Stata»

Les données de déflateur du produit intérieur brut restent actives et sont rapportées par la Banque mondiale. Ce graphe montre aussi qu'entre 1980 et 2019 le déflateur du PIB a connu bien de fluctuation. Nous observons une légère baisse de prix entre 1983 et 1986, mais les données ont atteint un sommet historique de 39,800% en 1993 et un creux record de -2,392% en 1987. L'inflation est restée faible, malgré le renchérissement de 7,7 % des biens et services de transport découlant de la révision à la hausse des prix des carburants à la pompe appliquée depuis le 1er juillet 2014. le taux du déflateur du PIB s'est situé à 1.094 % en 2015 en 2019 à 2.52% Malgré le ralentissement de la croissance mondiale et une chute drastique des prix du pétrole, l'économie camerounaise a fait preuve de résistance. Graphiquement, l'évolution du stock de l'indice des prix à la consommation et du déflateur du PIB se présente comme suit.

Graphique 3: Trend du Déflateur du PIB au Cameroun de 1980-2019



Source:Auteur à partir du logiciel «Excel»

SECTION III : LES FAITS STYLISES DES VARIABLES DECONTROLES

Il sera question dans cette partie de notre travail de présenter une évolution de quelques variables choisie en fonction de la littérature il s'agit notamment du taux de croissance du PIB, l'ouverture commerciale

3.1.Evolution du produit intérieur brut au Cameroun

En 2005, la performance de la croissance du Cameroun, estimée à 2.8 pour cent du PIB (contre 3.5 pour cent en 2004), a été médiocre. L'année 2005 a constitué une année d'austérité budgétaire après les dérapages enregistrés en matière de finances publiques en 2004, qui avaient abouti à un nouveau report du point d'achèvement de l'Initiative PPTE. Les dérives de l'année 2004 ont mis en exergue les carences du pays dans le domaine de la gouvernance et ont montré que des considérations de politique intérieure pouvaient déboucher sur une remise en cause des engagements pris par les autorités sur le plan économique. Les performances médiocres de 2005 ont mis en relief les ressorts de la croissance camerounaise tout en marquant ses limites : il ne s'agit pas, en dépit d'un secteur privé dynamique, d'une croissance généralisée, mais d'une croissance tirée par quelques secteurs exportateurs et par le rôle moteur de la demande publique. Enfin, 2006 constitue, à bien des égards, une année charnière : nouvelle échéance pour le point d'achèvement qui a impliqué la mise en place

d'un gouvernement de compétences avec une feuille de route claire et la conclusion du cycle des pays pauvres très endettés (PPTE). La conjoncture internationale et régionale a influencé les performances de l'économie camerounaise en 2020. Le choc pétrolier et la crise sécuritaire régionale qui touche l'extrême Nord du pays ainsi que les dévaluations compétitives de la monnaie nigériane ont eu un impact sur les activités économiques et les échanges de biens et services. Cependant, l'économie a été résiliente. La croissance est estimée à 4.7 % en 2016, en recul par rapport à 2014 et 2015 lorsqu'elle flirtait avec les 6.0 %. La politique budgétaire a été modérément expansionniste, marquée par la conduite des grands projets d'infrastructures. Le déficit budgétaire s'est creusé atteignant 3.3 % du PIB en 2016 contre 2.5 % en 2015. La diversification de l'économie dans les chaînes de valeurs agricole et de la sylviculture s'est poursuivie. L'atonie de la reprise économique dans les principales zones d'échanges au sein de l'Union européenne (France, Allemagne), en Asie (République populaire de Chine) et en Afrique de l'Ouest (Nigéria), qui concentrent 80.4 % des partenaires commerciaux du Cameroun, n'a pas soutenu le solde courant dont le déficit est estimé à 4.8 % du PIB en 2016 contre 4.2 % en 2015. Ainsi, les avoirs extérieurs nets ont connu une diminution en glissement annuel de 5.5 % passant de 1624.6 milliards XAF en août 2015 à 1 535.4 milliards en août 2016, correspondant à environ cinq mois d'importation.

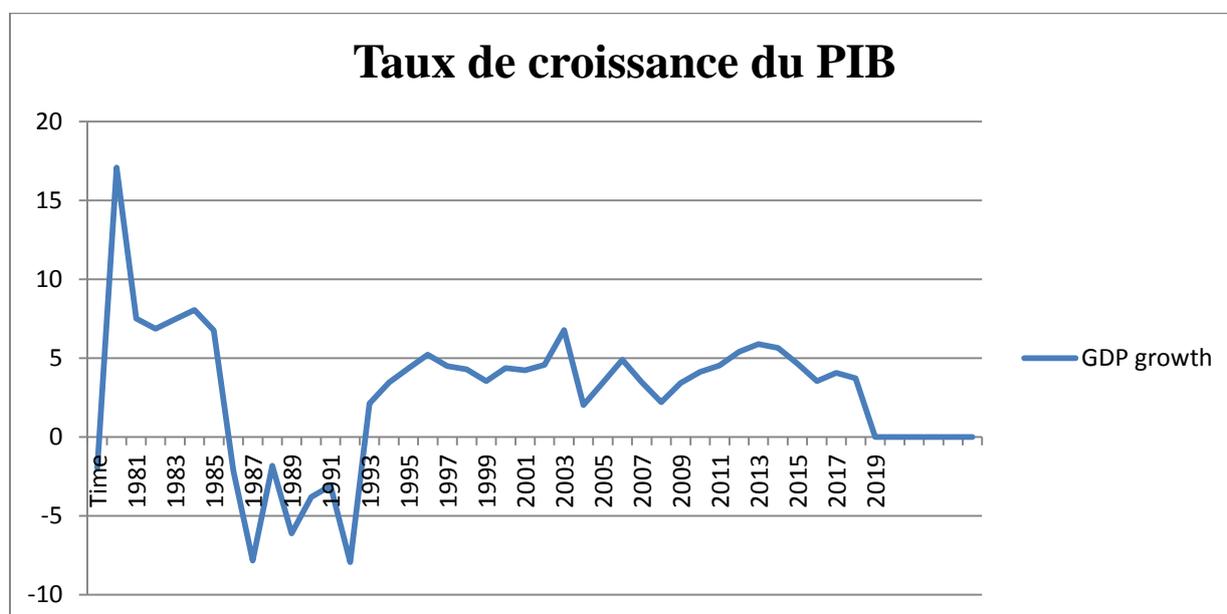
Le Cameroun a enregistré une croissance économique stable pendant une décennie, avec les services représentant environ 44 pour cent du PIB et l'agriculture et le secteur manufacturier représentant chacun 19 pour cent du PIB en 2009. Toutefois, l'économie camerounaise demeure vulnérable aux fluctuations des cours des produits de base et la demande alors que les secteurs pétrolier et minier représentaient 7 pour cent du PIB en 2009, la production pétrolière représentait 40 pour cent des recettes fiscales et 50 pour cent des recettes d'exportation. En dépit de progrès économiques significatifs, la réduction de la pauvreté semble avoir stagné depuis 2001 et environ 40 pour cent de la population vit toujours en-dessous du seuil de pauvreté. La croissance du PIB réel a atteint en moyenne 3,4 pour cent par an entre 2002 et 2007. Toutefois, la performance économique a été négativement impactée par la crise économique et financière mondiale qui a entraîné des ruptures dans les investissements énergétiques et miniers et une chute de la demande globale et des prix des exportations du pays (en particulier le pétrole, le bois et le caoutchouc). Nous observons également qu'au lendemain des indépendances, sous la conjonction des concours financiers extérieurs mobilisés dans le cadre des plans FIDES (Fonds d' Investissement pour le Développement Economique et Social) et CDWF (Colonial Development Welfare Fund), le

Cameroun connaît un taux moyen de croissance relativement soutenue, de l'ordre de 6% autour de la période 1960-1968. Sous l'effet d'une croissance spectaculaire du secteur pétrolier des années 70.

Pour l'ensemble de la période 1961-2016, on enregistre une moyenne annuelle de 3,62. Le Cameroun enregistre des forts taux de croissance, 22% en 1978 (la valeur la plus élevée) et 17,08% en 1981. Et des taux plus bas -7,8% en 1988 et -7,93% en 1993 et -10,91% en 1966 (valeur la plus basse), comme le montre le graphe ci-dessous. Nous disposons des résultats pour 55 années. En 1961, par rapport aux données mondiales disponibles, la part relative de ce pays est de 27,44 %. En 2015, cette même part est de 212,52 %

Sur cette courbe, l'on remarque tout d'abord durant les années 80 de manière plus précise de 1986 à 1988, une chute du PIB réel due à la crise financière que traversait le pays. Durant cette période nous pouvons prendre l'exemple des nombreuses liquidations bancaires ou alors réformes qui sont intervenues; et ensuite, après la dévaluation de 1994, ce PIB s'est fortement accru cela à cause des bienfaits qui ont résulté de cette dévaluation sur l'économie. Ce graphe montre aussi qu'entre 1961 et 2019 le taux de croissance moyen est de 3,62%. Malgré le ralentissement de la croissance mondiale et une chute drastique des prix du pétrole, l'économie camerounaise a fait preuve de résistance.

Graphique 4: Trend du Taux de Croissance au Cameroun entre 1980 et 2019



Source: Auteur à partir du logiciel «Excel »

3.2. Evolution de l'Ouverture Commerciale

Les chiffres du commerce extérieur du Cameroun, publiés, permettent de faire l'état de la situation en 2019 : les exportations du Cameroun avaient poursuivi leur hausse après le rebond de 2018, en relation avec la hausse en volume des exportations de pétrole et l'essor des exportations de Gaz Naturel Liquéfié (GNL). Les importations avaient progressé, elles aussi, en raison des achats de carburants liés à l'arrêt de la SONARA et de la forte croissance des importations de riz. Malgré le début du démantèlement des barrières tarifaires en août 2016 dans le cadre de l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne, les importations camerounaises en provenance des principaux partenaires commerciaux européens¹ du Cameroun n'avaient connu qu'une légère augmentation de 1,7 % en valeur par rapport à l'année 2018. En outre, le commerce extérieur était resté marqué par de faibles échanges avec les pays de la CEMAC, limités à 1,4 % des importations, et 6,6 % de ses exportations.

Le déficit de la balance commerciale s'est creusé de 13,3% en 2019, en raison de la hausse des importations de carburants liés à l'arrêt de la SONARA, et de l'augmentation des achats de produits alimentaires, dont le riz.

En 2019, les exportations se sont établies à 2392,8 Mds FCFA (+13,3 % sur un an), portées par des ventes de pétrole brut en hausse de 15,9 % en valeur, et de 31,2 % en volume. Celles-ci ont ainsi représenté 41,8 % des exportations totales. Contrairement à 2018, où l'augmentation des exportations s'expliquait principalement par un effet prix imputable à la hausse du cours du baril, l'augmentation des exportations de pétrole brut en 2019 s'explique principalement par une reprise des volumes d'exportations.

Dans leur ensemble, les exportations d'hydrocarbures atteignent ainsi 1 292 Mds FCFA, en progression de 24,2%, à rebours des ventes de carburants et de lubrifiants qui se contractent de 23%, soit un montant total de 31 Mds FCFA. Cette baisse des ventes de carburants est imputable à l'incendie de la Société nationale de raffinage (SONARA) en mai 2019, qui a forcé l'arrêt des activités de raffinage. Parmi ces exportations, les ventes de gaz naturel liquéfié (GNL) sont effectives depuis mars 2018, grâce à l'installation par Perenco, d'une unité flottante de liquéfaction de gaz dont la production en 2018 a atteint 35 000 barils équivalent pétrole/jour. Les exportations de GNL culminent à 262 Mds FCFA, soit une hausse de 109,4 % en glissement annuel. Ceci représente une contribution de 137 Mds FCFA à la hausse globale des recettes d'exportation de 280 Mds FCFA en 2019 INS (2019).

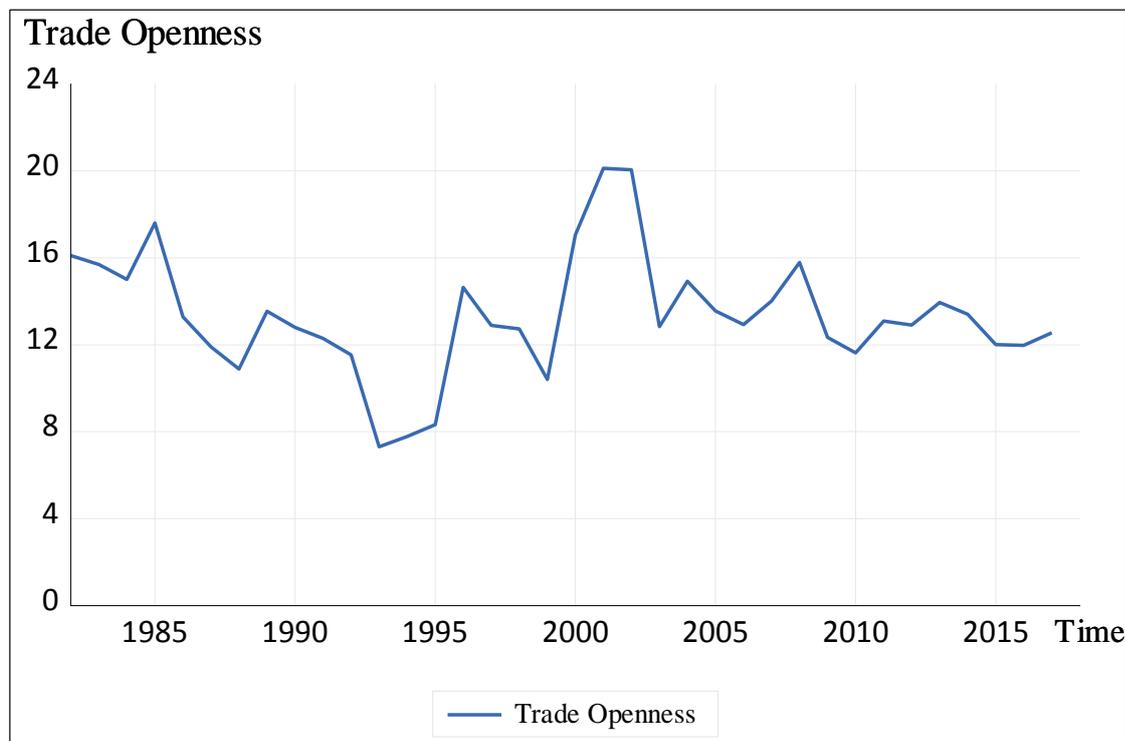
Les ventes des autres produits d'exportation sont globalement en baisse mais connaissent des évolutions contrastées. Le cacao brut en fèves (12,1 % des exportations totales) enregistre une baisse de ses ventes en volume de -0,4 %, ce qui contraste avec l'accroissement des exportations en valeur (+23,8 %). Cette forte progression est liée à la hausse du cours mondiaux de cacao brut, en croissance de 2,1 % par rapport à 2018, et à l'exploitation des variations infra-annuelles des prix par les exportateurs. Les bois sciés (7,0 % du total), avec des exportations en hausse de 5,7 % en volume et de 6,2 % en valeur, sont désormais au quatrième rang des produits les plus exportés par le Cameroun. Le coton brut (5,4 % du total), grâce à la mise en œuvre du plan de relance de la Sodécoton en 2018 appuyé par plusieurs bailleurs dont l'AFD, enregistre une nette progression de ses ventes en quantité (14,5 %) et en valeur (11,1 %), malgré la légère baisse des cours mondiaux de coton. Inversement, le bois brut en grumes (3,6 % du total) enregistre une baisse en valeur de 29,2 %, et constitue désormais le sixième produit d'exportations camerounaises. L'aluminium brut (2,4 % du total) voit également ses ventes diminuer de 16,6 % en valeur. Cette contraction des ventes est liée à la baisse des cours mondiaux de l'électricité, et s'ajoute aux difficultés financières plus structurelles d'Alucam, toujours à la recherche d'un actionnaire de référence après le départ de Rio Tinto en 2014.

Les importations s'établissent à 3 856,9 Mds FCFA en 2019, en augmentation de 13,3 % en valeur, contre +11,5 % en 2018. Depuis le début du démantèlement des barrières tarifaires pour les importations en provenance de l'Union européenne en 2015, les achats auprès des principaux fournisseurs européens ont augmenté de 25%, passant d'environ 3 000 Mds FCFA en 2016 à 3 856,9 Mds FCFA en 2019 INS (2019). Une politique de limitation des importations a été lancée il y a quelques années, notamment sur le plan budgétaire, afin de réduire le déficit de la balance commerciale et reconstituer progressivement les réserves de change en devises à la banque centrale. A fin décembre 2019, les réserves de change de la zone CEMAC atteignent 4 361,6 Mds FCFA, contre 3 776,5 Mds FCFA à fin 2018, soit une progression de 15,5 %, ce qui correspond à 3,2 mois d'importations. En comparaison, les réserves de change représentaient une moyenne de 5,2 mois d'importation sur la période 2010-2015, période précédant la chute des cours du pétrole. Les importations camerounaises de pétrole brut (5,7 % du total) progressent de 27,2 % en valeur, tandis que celles des carburants (18,8 % du total) augmentent de 53,1 % en valeur. Ces deux évolutions sont liées aux activités plus intensives de raffinage de la SONARA de novembre 2018 à fin mai 2019 pour l'augmentation des importations de pétrole brut. Puis, à partir de cette date et suite à

l'incendie du site, à l'arrêt des activités de production, occasionnant une hausse des importations de carburants. Les importations hors hydrocarbures sont principalement constituées de : machines et appareils mécaniques ou électriques (13 % du total), de céréales (9,8 % du total), principalement de riz (6,0 %), ainsi que les véhicules automobiles et tracteurs (5,1 %). Les importations de poissons de mer congelés (3,4 %) occupent une certaine importance, de même que les produits pharmaceutiques (3,3 %).

De plus, les importations de riz s'accroissent de 561 000 tonnes en 2018 à 895 000 tonnes pour l'année 2019, en progression de 59,4 % par rapport à 2018, pour un total de 231,8 Mds FCFA (+60,9 % en valeur). Une partie de ces importations est néanmoins réexportée vers le Nigeria qui limite les importations directes de riz pour favoriser sa production locale et tendre vers l'autosuffisance. Enfin, on peut noter qu'en 2019, les importations de produits alimentaires ont généré une dépense de 807,5 Mds FCFA, soit 20,9 % des dépenses globales d'importation. Le déficit de la balance commerciale s'aggrave de 13,3 % en 2019, passant de 1 293 Mds FCFA à 1 464,2 Mds FCFA (soit une dégradation de 171,3 Mds FCFA). Hors pétrole, cette détérioration de la balance commerciale est plus importante, de l'ordre de 261 Mds FCFA (+13,2 %). Graphiquement, l'évolution l'Ouverture Commerciale se présente comme suit :

Graphique 5: Trend de l'Ouverture Commerciale au Cameroun de 1980-2019



Source: Auteur à partir du logiciel «Stata»

CHAPITRE 3 : METHODOLOGY

Dans le but de comprendre la problématique de cette étude et d'établir le lien entre les différentes variables permettant l'estimation de l'impact de l'inflation sur la dette extérieure, pour vérifier la clarté théorique et empirique présentées au chapitre précédent, nous procéderons de prime abord à la présentation du domaine d'étude, la conception de la recherche, la nature et la source des données. Deuxièmement, nous présenterons le modèle et enfin, nous exposerons la technique d'estimation.

SECTION I : PORTEE ET DOMAINE DE L'ETUDE

1.1. Localisation du Cameroun

La république du Cameroun est un pays situé en Afrique centrale au nord du golfe de Guinée (océan Atlantique). Le pays est bordé à l'ouest par le Nigéria, au nord-ouest par le Tchad, à l'est par la République centrafricaine, au sud-est par le Congo (Brazzaville) et au sud par la Guinée équatoriale. Le pays est une ancienne colonie allemande mandatée après la Première Guerre mondiale (1919) par la Société des Nations sous la domination britannique et française. En 1946, toujours sous domination britannique et française, le Cameroun est devenu un territoire sous tutelle de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Étant colonisé par les Allemands au 19^{ème} siècle et divisé par la Grande-Bretagne et la France après la seconde guerre, le pays est bilingue. Les parties anglophones sont les régions du nord-ouest et du sud-ouest tandis que le français est parlé ailleurs. En outre, il existe plus de 250 groupes ethniques ayant souvent leurs propres langues, ce qui oblige cinq groupements culturels régionaux: les semi-bantous dans les régions de l'ouest et du nord-ouest; les populations des forêts tropicales côtières dans les régions du littoral et du sud-ouest; les populations tropicales du sud des régions du centre, du sud et du sud-est; le semi-nord et les habitants de la région de l'Adamaoua, du nord et de l'extrême nord (Linden 2011).

Comme dans la plupart des pays africains, le Cameroun est politiquement relativement stable depuis son indépendance de la France et de la Grande-Bretagne en 1960 et 1961 respectivement. Si la stabilité est en vérité bien fragile que ce que l'on voit souvent avec la menace du groupe terroriste Boko Haram dans la région de l'extrême nord (Sama, 2007). Le Cameroun a une superficie de 475 442 Km² (terrain 469 442Km²; eau 6000Km²). Situé sur le continent africain, le Cameroun couvre 472 710 kilomètres carrés de terres et 2 730 kilomètres carrés d'eau, ce qui en fait le 54^e plus grand pays du monde avec une superficie

totale de 475 440 kilomètres carrés. Le Cameroun est devenu un État indépendant en 1960, après avoir obtenu sa souveraineté de la France. La population actuelle du Cameroun est de 25196809 habitants au lundi 29 avril 2019, selon les dernières estimations des Nations Unies et le pays à une densité de 52 personnes par kilomètre carré (World Dometer 2019). Souvent décrite comme «l'Afrique en miniature» car elle présente la plupart des climats, de la diversité ethnique et des caractéristiques géographiques de l'Afrique. En 1884, la partie de l'Afrique nommée aujourd'hui Cameroun a été colonisée par les Allemands et est devenue un protectorat. L'Allemagne a organisé le système local d'administration et lance le jalon du système économique capitaliste dans le pays en construisant de nombreuses infrastructures telles que des ponts, des chemins de fer et a développé l'agriculture et le commerce international. Les deux langues officielles sont le français et l'anglais et la monnaie locale est le franc CFA qui a une parité fixe avec l'euro (1euro = 655,957 FCFA) et est également utilisée par treize autres anciennes colonies françaises en Afrique. Le Cameroun est membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), de l'Union africaine (UA) et de nombreuses autres organisations internationales. Compte tenu de la situation géographique du pays dans le golfe de Guinée, le Cameroun débouche des marchandises pour deux pays enclavés, le Tchad et la République centrafricaine. Avec un PIB représentant environ 60% de la CEMAC, le Cameroun joue un rôle de premier plan dans ce domaine. La ville économique Douala possède le port le plus important de la région et l'économie globale de la région est orientée vers ce port.

1.2. L'économie du Cameroun

L'économie du Cameroun en Afrique subsaharienne est l'une des plus douées en matière de produits économiques primaires. Au cours de l'année écoulée, sa croissance a été fortement influencée par les activités des secteurs pétrolier et agricole dont les revenus en 2012 représentent respectivement 51% et 15,67% des exportations. Du côté de la demande, la consommation représente 75% du PIB et l'investissement 23%. Du côté de l'offre, le secteur primaire (agriculture) est la composante la plus importante de la structure économique. Il emploie la majorité de la population active (70%) et contribue pour environ 20% au PIB. Cependant, la croissance de ce secteur a été ralentie en raison de facteurs tels que: la mauvaise qualité et l'insuffisance des infrastructures rurales, les contraintes liées au financement de la production. Le secteur secondaire (industrie) contribue pour près de 27% du PIB tout en fournissant des emplois à 13% de la population active. Dans ce secteur, il y a une tendance à la baisse des activités en raison de la faible compétitivité des agro-industries et de la

saturation des capacités d'alimentation électrique. Le secteur tertiaire (services) emploie 17% de la population active totale et contribue pour environ 52% au PIB annuel. De 1960 à 1979, l'économie a été centralisée avec de nombreuses entreprises publiques essentiellement axées sur l'agriculture et le secteur pétrolier. En raison de la crise économique des années 80 et de la chute des prix du pétrole, le gouvernement a libéralisé tous les secteurs et privatisé de nombreuses entreprises publiques. Cependant, en raison du niveau élevé de corruption, de la mauvaise gestion et du faible niveau de productivité des années 90, le Cameroun a connu un faible niveau de développement. Néanmoins en 2006, lorsque le Cameroun a finalement atteint le point de décision PPTTE, le gouvernement a élaboré un nouveau plan de croissance consistant en la construction de nouveaux barrages hydroélectriques (Lom Pangar et Memvele) pour résoudre le problème de l'énergie et de nombreuses autres infrastructures à industrialiser d'ici 2035. En fait, les investisseurs nationaux et étrangers sont toujours confrontés à des procédures lourdes pour les importations et les exportations de marchandises. Le port de Douala est constamment bondé et la bureaucratie n'aide pas à le décongestionner. En outre, le faible niveau d'infrastructure et la pénurie d'électricité sont des problèmes importants pour la croissance économique. Les harcèlements et les pots-de-vin de la police découragent de nombreux investisseurs étrangers qui souhaitent investir dans l'arrière-pays. L'économie du Cameroun a connu une baisse de la croissance du PIB suite à tous ces problèmes rencontrés par le pays. Ainsi, le gouvernement a lancé un programme national de lutte contre la corruption (CONAC) pour réduire la mauvaise gestion et attirer davantage d'investissements directs étrangers. L'effet de ce programme a été utile car en 1999 le PIB du pays a atteint plus de 10 milliards de dollars américains après 8 milliards. Cette augmentation du PIB a conduit à une croissance globale de l'économie les années suivantes. La population est l'un des principaux déterminants de la croissance et du développement de tout pays. L'impact de la croissance démographique peut vaincre la croissance économique. Étant donné que le PIB par habitant met l'accent sur le niveau de population, les effets de l'IDE seront également mesurés par les taux de croissance démographique. Lorsque la population croît plus vite que la croissance économique, il peut devenir plus difficile pour un pays d'élever le niveau de vie et, au contraire, avoir des effets négatifs sur les soins de santé, l'entreprise individuelle, la consommation d'énergie et les possibilités d'emploi. En fait, l'impact de la population influe sur la croissance d'une économie en affectant le taux d'activité et le PIB par habitant. Dans le cas du Cameroun, la population est passée de 8 millions d'habitants en 1977 à environ 20 millions en 2010 alors que le PIB a connu de nombreuses fluctuations au cours de la même période.

SECTION II : PRESENTATION DES DONNEES

2.1. Nature et Sources Des Données

Les données recueillies sont principalement de sources secondaires. Lesquelles ont été collectées de la base de données de la Banque Mondiale dans la «World DevelopmentIndicator2020 »,à l'exception des variables institutionnelles qui proviennent de la « *Fraser Institute*2019 ». En ce qui concerne l'horizon temporel, notre étude porte sur 40 observations couvrant la période de 1980 à 2020, à l'exception des variables institutionnelles qui portent sur 39 observations sur la période allant de 1980 à 2019et circonscrit à l'espace camerounais.

2.2. Spécification des Variables et du Modèle

2.2.1. Le Modèle

Un modèle est une représentation d'idées ou de connaissances relatives à un phénomène. Il peut être vu comme une vision simplifiée de la réalité, conçue pour permettre à un chercheur de décrire l'essence et les interrelations au sein du système ou du phénomène qu'il décrit (Yomere et Agbonifoh 1999).La spécification du modèle fait référence à la détermination des variables indépendantes à inclure ou à exclure d'une équation de régression. Sa principale utilité est de donner des projections de l'activité économique et de permettre de procéder à des simulations alternatives des politiques économiques. Les résultats du modèle sont obtenus à l'aide d'équations de comportements qui décrivent l'évolution des variables.

Les liens entre l'endettement et certaines variables macro-économiques ont fait l'objet de recherches économétriques. Ojo (1989) a conclu que le rapport encours de la dette/PIB d'une trentaine de pays africains de 1976 à 1984 était lié à la variation des exportations (X), au rapport importations/PIB (M), à la population (Pop) et au taux de croissance du PIB (Y) :

$$(b)_{it} = a_0 + a_1 * X_{it} + a_2 * M_{it} + a_3 * \log(\text{Pop})_{it} + a_4 * Y_{it} + m_{it} \text{ où } 0 < \alpha < 1.$$

Nous apporterons quelques modifications au modèle de base. Ces modifications obéissent à un souci de disponibilité de données et d'orientation d'étude.

Ainsi, le poids de l'endettement extérieur du Cameroun sera mesuré par le niveau de la dette extérieure en pourcentage du PIB (DETEX). Les variables indépendantes sont : le PIB par habitant (PIBH), le taux de croissance de la population (POP), l'ouverture commerciale (OUV), le système légal (SYSL), le taux d'inflation (INFL), le déflateur du PIB(DEFP), la

taille du gouvernement (TGOV). Les données sont annuelles et issues de la base de données de la World Development Indicator (WDI) et de la « *Fraser Institute 2019* » couvrant la période de 1980 à 2020, à l'exception des variables institutionnelles qui portent sur 39 observations sur la période allant de 1980 à 2019. En introduisant nos variables, le modèle devient :

$$DETEX_t = \alpha_t + \beta_1 TGOV_t + \beta_2 SYSL_t + \beta_3 INF_t + \beta_4 OUV_t + \beta_5 DEFP_t + \beta_6 PIBH_t + \beta_7 POP_t + \varepsilon_t$$

Le choix des variables du modèle prend en compte les réalités politiques, économiques et financières du Cameroun. Les informations sur le meilleur retard possible ont été obtenues grâce aux statistiques d'Akaike Information Criterion (AIC) et de Schwarz Criterion (SC). Aussi convient-il de souligner que la transformation logarithmique de certaines variables répond à un double souci. Il s'agit d'abord d'éviter les problèmes liés aux effets de grandeur, puis de faciliter les interprétations avec les élasticités entre les variables explicatives et l'endettement (Bourbonnais, 1998). L'introduction des logarithmes nous donne :

$$\text{Log}(DETEX_t) = \alpha_t + \beta_1 \log(SYSL_t) + \beta_2 \log(TGOV_t) + \beta_3 \log(INF) + \beta_4 \log(OUV_t) + \beta_5 \log(DEFP_t) + \beta_6 \log(PIBH_t) + \beta_7 \log(POP_t) + \varepsilon_t$$

2.2.2. Spécification des variables et signes attendus

2.2.2.1. Variable endogène

➤ **La dette extérieure** : c'est la valeur nominale de l'encours de la dette publique extérieure, exprimée en pourcentage du PIB (*DETEX*). La dette extérieure est destinée à combler le déficit de ressources internes nécessaire au financement de la croissance. En effet, l'entrée des capitaux étrangers permet de renforcer la capacité d'investissement et provoquer ainsi un accroissement de la richesse nationale. Cependant, son accroissement signifie que la dette totale croît plus rapidement que les sources fondamentales du revenu.

2.2.2.2. Variables exogènes

Variables d'intérêt

L'inflation et déflateur du PIB : elle représente le niveau général des prix. Elle est mesurée par le taux d'inflation. Une forte progression de l'inflation contribue à réduire considérablement le niveau de la dette. Son attendu est négatif

Variables de contrôle

L'ouverture commerciale : En général, l'effet de l'ouverture sur la croissance passe par trois voies: la formation du capital physique (croissance tirée par l'investissement et induite par l'ouverture), le capital humain (croissance tirée par les compétences et induite par l'ouverture) et le savoir (croissance tirée par la technologie et induite par l'ouverture). Pour mesurer le degré d'ouverture d'un pays, on recourt au taux d'ouverture de l'économie qui est égal au ratio des exportations plus les importations divisées par le PIB exprime en logarithme. Plus ce ratio est élevé, plus le pays acquiert les devises qui lui permettent de faciliter le remboursement des charges de la dette. En effet, le signe attendu est positif.

La croissance de la population : Une augmentation de la population pourrait influencer négativement le taux de croissance économique. Autrement dit, une croissance démographique élevée tend à appauvrir un pays dans la mesure où il est difficile de préserver un volume important de capital par travailleur en présence d'une croissance rapide du nombre de travailleurs (Mankiw 2003). De même, Conformément aux implications des modèles théoriques et empiriques de croissance économique, une hausse du capital, physique ou humain, entraîne une augmentation de la croissance économique. Le signe attendu peut être positif.

Le produit intérieur brut par habitant (PIB) : le PIB est une mesure de la richesse créée pendant un temps donné sur le territoire national par tous les agents résidents. Le PIB par tête que nous avons utilisé ici représente la valeur du PIB rapportée à la population totale. On s'attend à ce que son signe soit négatif

La qualité des institutions. Il existe à nos jours plusieurs auteurs et institutions qui se sont attelés à mesurer la qualité des institutions notamment l'*International Country Risk Guide* (ICRG) dont les données remontent aux années 1984 à nos jours. Kaufmann et al. (2013) mesurent la qualité des institutions via six variables et les données datent de depuis 1996. Il existe également l'indice de perception de la corruption de *Transparency International* dont les données remontent en 1995. L'indice de *Policy IV* pour sa part présente les données de depuis 1991. Il existe également la mesure institutionnelle obtenue de la *Fraser Institute* couvrant la période 1970-2018. Cette dernière est la seule base de données d'une telle profondeur temporelle et dont les données portent sur un vaste ensemble de pays de l'Afrique. Elle mesure la qualité des institutions à travers un indice composite nommé

indice de libertés économiques. Cet indice composite est calculé à partir de cinq éléments à savoir : la taille du gouvernement (Gov), la structure légale et la protection des droits de propriété (SystLégal), l'accès à la monnaie (Monnaie), la liberté de commercer internationalement (Commerce), et la régulation des activités économiques (Régulation). Les données sont quinquennales entre 1970 et 2000 et deviennent annuelles dès 2001. Elles varient entre 0 et 10. 0 étant la pire note, 5 est la moyenne tandis que 10 représente la meilleure note. Pour notre étude, nous utiliserons tout comme Bjørnskov et Foss (2010) et Mijiyawa (2010), les mesures institutionnelles de la *Fraser Institute* parce que non seulement Berggren (2003) trouve que ce sont les mesures les plus précises de la qualité des institutions, elles couvrent la grande majorité des pays de l'Afrique Subsaharienne, elles renferment aussi des données économiques qui seront pertinentes pour notre analyse. Pour ce faire, nous utiliserons distinctement deux composantes de l'indice de libertés économiques notamment la structure légale et la protection des droits de propriété (Syst Légal), la taille du gouvernement (TGov),

Tableau 1: Tableau Récapitulatif des Variables et leurs Signes pour l'équation de la Dette Extérieure

Types	Variables	Code	Mesure	Signe attendus
endogène	Dette extérieure	DETEX	exprimée en pourcentage du PIB	
exogène	Système légal	SYSL		-
	Ouverture commerciale	OUV	M+X/PIB	-
	Population	TCPOP	Taux de croissance de la population	-

	PIB par tête	PIBH	PIB par habitant	-
	Déflateur du PIB	DEFP	PIB nominal / PIB réel	+
	l'inflation	TINF	taux d'inflation	+
	Taille du gouvernement	TGOV		+

Source : auteur

SECTION III :TECHNIQUE D'ESTIMATION

L'analyse des effets des effets de l'inflation sur la dette extérieure nous amène à utiliser des méthodes d'analyses fournissant des résultats économétriquement valides. Avant toute estimation, il convient d'effectuer des tests préliminaires sur les variables du modèle. Il s'agit tout d'abord de s'assurer de la stationnarité des séries utilisées car lorsque les variables ne sont pas stationnaires, l'estimation des coefficients par les MCO ne converge pas vers les vrais coefficients et les tests usuels des t-Students et F-Fisher ne sont plus valides, on dira que les régressions sont fallacieuses. De même comme l'ont montré Engel et Granger en 1974 une estimation faite sans test statistique conduit à une estimation fallacieuse. Il existe plusieurs manières de tester la stationnarité des séries on peut citer entre autres : le test de Dickey-Fuller (DF), le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF), Levin-Lin-Chu (LLC), Im-Pesaran-Shin (IPS) et le test de Phillips-Perron (PP). Pour notre étude, nous privilégions les tests de Dickey-Fuller Augmenté et Phillips-Perron.

A la suite de l'analyse de stationnarité, nous effectuerons une analyse descriptive de nos données. Cette analyse a pour but d'étudier les caractéristiques individuelles des variables. Cette analyse faite, nous passerons à l'estimation proprement dite de notre modèle.

Nous commençons nos estimations par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) qui remonte aux travaux de Legendre (1806) en supposant une homogénéité des comportements des variables dans le temps. Pour des fins de correction des problèmes d'hétéroscédasticité, nous utiliserons la méthode de White qui consiste à introduire l'option

« robust » sous STATA. Certes la méthode des MCO fournit des résultats consistants, elle ne prend pas en compte l'hétérogénéité et l'endogénéité.

Le problème d'endogénéité est inhérent à l'analyse des données macroéconomiques. Ce problème pourrait résulter d'une erreur de mesure : les données portant sur la qualité des institutions résultent des enquêtes et opinions d'experts qui sont potentiellement sujettes à des erreurs (Acemoglu et al., 2001). Comme autres sources d'endogénéité, on peut citer l'omission de variables explicatives pertinentes susceptibles de mieux expliquer le modèle: l'inflation et la dette extérieure pourraient être corrélées avec des variables non prises en compte et qui sont spécifiques au pays de notre échantillon. Le problème d'endogénéité pourrait également survenir du fait de la double causalité entre l'inflation et la dette : l'inflation pourrait contribuer à réduire ou augmenter le niveau de la dette et de même, la dette pourrait avoir une incidence sur l'inflation. Ces différentes sources d'endogénéité rendent les MCO inaptes à fournir des résultats efficaces (Belsley et al., 2005). Pour pallier à ce problème d'endogénéité, multiples méthodes s'offrent à nous : la méthode des quantiles, la Méthode des Moments Généralisés (GMM), et surtout la méthode des Doubles Moindres Carrés (DMC).

La méthode utilisée dans notre analyse est celle des DMC, développée par Theil (1953) et Basman (1957). La méthode des Doubles Moindres Carrés (DMC) est préconisée lorsqu'une ou plusieurs variables sont endogènes au modèle. Le principe de la méthode des doubles moindres carrés est d'utiliser des variables instrumentales non corrélées au terme d'erreur pour estimer les paramètres du modèle. Ces variables instrumentales sont des variables corrélées aux variables endogènes mais pas à leur terme d'erreur.

Il a été question tout au long de cette partie de présenter la méthodologie liée à notre étude sur l'effet de l'inflation sur le niveau d'endettement au Cameroun. Pour atteindre ce but, nous avons défini le modèle, présenté la nature et la source de données d'une part, et d'autre part la technique d'estimation liée aux différents tests. Pour la vérification de notre hypothèse, nous avons collecté les données de source secondaire issue de la base des données de la banque mondiale dans la «World Development Indicator 2020 » et de la « *Fraser Institute* 2019 ». Ayant dans ce chapitre présenté les différents tests à pratiquer, nous procéderons à la présentation et l'interprétation des différents résultats qui feront justement l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE 4 : PRESENTATION DES RESULTATS ET DISCUSSIONS

La revue théorique et empirique ne donne pas un sens unique au lien entre l'inflation et l'endettement. Cependant, pour apporter notre contribution dans l'analyse de ce lien, nous procéderons à un examen scientifique en passant par une modélisation économétrique. Les données disponibles sont longitudinales, la modélisation dans ce cas fait appel à une approche dite par séries temporelles. Ce chapitre est divisé en trois points, la première présente les résultats des tests préliminaires, La seconde est consacrée à la statistique descriptive, tandis que le troisième est réservé à estimation proprement dite.

SECTION I : RESULTATS DES TESTS PRELIMINAIRES

1.1 Tests de stationnarité

Le test des racines unitaires de la stationnarité est un test effectué sur des données de séries chronologiques pour déterminer si les données sont stationnaires ou non stationnaires. Ce test permet de déterminer si les propriétés statistiques des données sont stationnaires ou non. Cela aide grandement en ce qui concerne les résultats de l'étude pour savoir s'ils sont faux ou non. La racine des unités est la cause de la non-stationnarité. Comme l'ont souligné Granger et Newbold (1974) si dans un modèle économétrique, on utilise des séries non stationnaires les résultats des tests statistiques sont faux. On obtient ce qu'on appelle communément une spurious régression ou régression fallacieuse. Ainsi, le test de Dicker-Fuller augmenté (ADF) a été administrés à chaque variable d'abord à niveau, puis en première différence. Une fois le test effectué, on compare les différentes valeurs du T-statistic de Dicker-Fuller aux différents seuils de signification à 1%, 5%, et 10%. Les résultats obtenus sur l'ensemble des tableaux présentés en annexes, apparaissent ainsi qu'il suit :

Tableau 2: Aperçu des Valeurs Statistiques et Critiques des Tests de Stationnarités

Séries		Test de Dickey-Fuller		Test de Phillips-Perron	
		T-statistic		T-statistic	
		Niveau	Différence première	Niveau	Différence première
SYSL		-1,554	-3,748	-1,971	-3,749
M		-1,708	-3,087	-1,511	-3,093
Valeurs	1%	-3,750	-3,750	-3,750	-3,750

critiques de mac kinnon au seuil de (.)	5%	-3,00	-3,00	-3,00	-3,00
	10%	-2,630	-2,630	-2,630	-2,630
DETEX		-0,710	-3,129	-1,303	-3,048
POP		-1,014	-4,951	-3,790	-11,046
DEFP		-5,010	-9,957	-5,012	-11,585
INFL		-4,708	-9,412	-4,707	-11,585
OUVCOM		-2,476	-6,600	-2,501	-6,656
Valeurs critiques de mac kinnon au seuil de (.)	(1%)	-3,655	-3,662	-3,655	-3,662
	(5%)	-2,961	-2,964	-2,961	-2,964
	(10%)	-2,613	-2,614	-2,613	-2,614

Source : Auteur à partir du logiciel «Stata»

Lorsque la valeur statistique est supérieure à la valeur critique, on accepte l'hypothèse de stationnarité de la variable

Tableau 3 :Aperçu des Probabilités

	Dickey-Fuller		Phillips-Perron	
	Niveau	Différence	Niveau	Différence
DEX	0.8438	0.0245	0.6277	0.0307
OUVCOM	0.1213	0.0000	0.1153	0.0000
INF	0.0001	0.0000	0.0001	0.0000
DEFP	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
M	0.4269	0.0275	0.2996	0.0271
SysL	0.5068	0.0035	0.5283	0.0035
POP	0.0066	0.0000	0.0030	0.0000
PIB/H	0.0066	0.0000	0.0030	0.0000

Source : Auteur à partir du logiciel «Stata»

Tableau 4: Synthèse des Résultats des Tests de Stationnarité de L'équation de Dette

VARIABLES	ADF		PP		CONCLUSION
	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	
M	-	5%	-	5%	I(1)
PIB/H	1%	1%	1%	1%	I(0)
OUVCOM	-	1%	1%	1%	I(0)
SYSL	-	1%	-	1%	I(1)
POP	1%	1%	1%	1%	I(0)
INF	1%	1%	1%	1%	I(0)
DEFP	1%	1%	1%	1%	I(0)
DETEX	-	5%	-	5%	I(1)

PP=Phillips-Perron ADF=Dicker-Fuller Augmented

Source : Auteur à partir du logiciel «Stata»

En examinant le tableau 3 ci-dessus, nous remarquons que, lorsqu'on utilise le test de Dickey-Fuller augmenté, la variable dette extérieure, monnaie, ouverture commerciale et le système légal ne sont pas stationnaires à niveau I(0) mais le sont par contre en différence première I(1). Du côté de Phillips-Perron, ces variables sont non stationnaires à niveau I(0) à l'exception de la variable ouverture commerciale mais le en différence première I(1) ce qui nous permet de conclure qu'elles sont stationnaires en différence première I(1). Nous constatons également que les variables inflation, population, le PIB par habitant et le déflateur du PIB sont non seulement stationnaire à niveau I(0) mais aussi différence première I(1) chez Dickey-Fuller augmenté mais aussi chez Phillips-Perron, ce qui nous permet de conclure stationnarité à niveau I(0).

1.2. Statistiques Descriptives

L'analyse descriptive des variables d'étude consignées dans le tableau (4) ci-dessous révèle que; la valeur moyenne de la dette extérieure au cours de notre période d'étude est de 51.35% avec un minium 10.64438 et un maximum de 120.1557. Le niveau de la dette publique du Cameroun est préoccupant. En tant que pays bénéficiaire de l'initiative Pays pauvres très endettés, le Cameroun a réduit considérablement sa dette publique en 2006. Depuis lors, il a toutefois contracté une dette importante. L'encours de la dette publique est

passé de 12 % du PIB en 2007 à 45,8 % du PIB (environ deux tiers de la dette étant extérieure et un tiers, intérieure) en septembre 2020. Le Cameroun présente les caractéristiques d'un pays à haut risque de surendettement. La Chine détient 61,3 % de la dette bilatérale du Cameroun, soit 27,4 % de sa dette totale, et la Banque africaine de développement détient 30,1 % de la dette multilatérale, soit 12,3 % de sa dette extérieure. Le surendettement pourrait être problématique en raison de la nécessité de soutenir la reprise économique en 2021 et de réaliser les grands projets structurants envisagés dans sa nouvelle Stratégie nationale de développement 2020–2030. Le Cameroun est éligible à l'initiative de suspension du service de la dette du G20 annoncée en 2020 et bénéficie d'un moratoire sur le service de la dette non commerciale jusqu'au 30 juin 2021.

La valeur moyenne de l'inflation au cours de notre période d'étude est de 4.77%. Par ailleurs la valeur moyenne du déflateur du PIB est de 4.507%. On constate que cette moyenne ne respecte pas le taux de 3% de l'article 3 de l'union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC) qui stipule que pour une bonne stabilité monétaire il faudrait que l'inflation soit inférieur au taux de 3%. Ceci peut être dû au fait que le Cameroun ne réunir pas toute les conditions notamment l'approvisionnement ininterrompu des marchés en produits de grande consommation, la relance économique et l'absence de nouvelles vagues foudroyantes, voire de nouvelles variantes de Covid-19 dans le monde et de tout autre choc majeur. Ceci peut aussi être dû au fait que le Cameroun ne veiller pas à ce que la chaîne d'approvisionnement des marchés soit maintenue active; il ne met pas en œuvre des politiques fiscales appropriées; il ne facilite pas les flux commerciaux, il n'identifie pas les goulots d'étranglement (transports, marchés et liquidités) afin de faire coïncider l'offre avec l'évolution de la demande. Au cours de l'année 2020, la hausse du niveau général des prix a été surtout alimentée par le regain des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,6% après +2,9% en 2019) ainsi que du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,0% après +1,7% en 2019). Les prix des produits alimentaires ont augmenté du fait surtout de la flambée des prix des fruits (+9,1% après +10,0% en 2019), des légumes (+8,5% après +6,7% en 2019) ainsi que ceux des pains et céréales (+3,8% après +1,7% en 2019) INS (2020). Les prix de certains produits alimentaires de grande consommation ont augmenté, notamment : le riz, le poisson frais, la viande de bœuf, les œufs, la banane plantain, la banane douce, les huiles brutes, l'arachide décortiquée de type Garoua et les agrumes (citron, orange). La persistance de l'insécurité dans certaines localités des régions de l'Extrême-Nord, le Sud-Ouest, le Nord-Ouest et de l'Est pourrait générer une

pénurie de l'offre de certains produits vivriers et faire grimper l'inflation. Ces récentes années, le taux d'inflation est en dessous de la directive économique entrée en vigueur en 2002 stipulant que le taux d'inflation annuel en moyenne ne devrait pas excéder 3%. Après avoir atteint son sommet en 1967 (23.62%), on observe depuis 1993 dont le taux valait 22.06%, une baisse progressive jusqu'en 1996 à 2.77%. Nous constatons également qu'en 2020, l'économie camerounaise a été fortement touchée par les effets combinés de la pandémie de COVID-19, de la persistance des crises sécuritaires et politiques et de la baisse des prix mondiaux du pétrole. Parmi les pays d'Afrique centrale, le Cameroun a été le plus durement touché par la pandémie de COVID-19 en 2020, tant du point de vue sanitaire qu'économique.

Au regard du tableau descriptif, nous constatons que la valeur moyenne de l'ouverture commerciale au cours de notre période d'étude est de 48.11594 avec un maximum de 65.02459. Cette note démontre que le Cameroun est ouvert au commerce avec l'extérieur. Il est partenaire avec les pays membres de l'Union Européenne, avec qui il effectue des opérations d'investissement, d'échanges commerciaux. Nombreux partenariats sont signés entre les pays africains et l'Europe, notamment les Accords de Partenariat Economiques (APE) signés en 2008 entre les pays de l'Afrique, le Caraïbe, le Pacifique et l'Union Européenne afin de permettre aux économies africaines de s'émanciper.

Quant au taux de croissance du PIB nous constatons au regard du tableau si dessous une baisse de cette dernière avec une valeur moyenne de 3.19% avec un minimum -7.932067 et un maximum de 17.08268. Nous pouvons justifier ceci par la production pétrolière qui est depuis de nombreuses années orientées à la baisse. Cette faible moyenne peut aussi être justifiée par le fait que le Cameroun est un pays dépendant des matières premières et toute fluctuation des prix de ces matières premières entraîne une baisse du revenu issue de l'exploitation des ressources naturelles. Nous constatons aussi un rythme décroissant du PIB en raison de la persistance de condition économique difficile notamment la baisse de la commande publique, la lenteur dans le processus d'apurement des arriérés de paiement de l'Etat, la dégradation des conditions sécuritaire et du climat des affaires.

Tant dis que la population au cours de notre période d'étude a une la valeur moyenne de 2.82% avec un minimum 2.392309 et un maximum de 3.177162. Ce taux montre que la population croît rapidement et nous pouvons justifier ceci par le fait que la population est jeune et partisane des thèses populationnistes. Nous constatons que au Cameroun les politiques sont mise en place enfin de favoriser la croissance démographique c'est le cas par

exemple des régions septentrionales où les consultations prénatale et accouchement sont notamment gratuites et dans certaines régions à moindre coût.

Les variables institutionnelles sont pour leur part, porteuses d'espoir. La variable de la taille du gouvernement est celle la mieux notée avec une note moyenne de 6,87 traduisant ainsi une amélioration considérable des dépenses gouvernementales, des investissements gouvernementaux dans des projets rentables et l'actionnariat étatique. On remarque au Cameroun une participation de plus en plus grande des états africains dans les parts des sociétés contrairement aux privatisations qui étaient monnaie courante dans les années 1990.

La variable de système légal représentant le respect des droits des citoyens porte la note moyenne de 6.694. Cette note démontre la bonne qualité du système judiciaire. Nous observons au Cameroun un Etat de droit notamment dans le respect des droits individuels, qui assure à l'individu une certaine autonomie en face du pouvoir dans les domaines de l'activité physique (sûreté personnelle, liberté d'aller et venir, inviolabilité du domicile) de l'activité intellectuelle et spirituelle (liberté d'opinion, de conscience), de l'activité économique (droit de propriété, liberté du commerce et de l'industrie) ; les droits politiques, qui permettent à l'individu de participer à l'exercice du pouvoir (droit de vote, éligibilité aux fonctions publiques), les libertés de la presse, de réunion, d'association, qui débordent certes le domaine politique, peuvent être aussi des "libertés-opposition" ; nous observons même également les droits sociaux et économiques qui sont le droit pour l'individu d'exiger de l'Etat certaines prestations (droit au travail, à l'instruction, à la santé) en même temps que des droits collectifs (droit syndical, droit de grève).

Tableau 5: Résumé du Tableau de Statistiques Descriptives

	Variables	Obs	Mean	Std.Dev	Min	Max
Variable Dépendante	Dette extérieure	40	51.35243	34.04057	10.64438	120.1557
Variable d'intérêt	Inflation	40	4.779269	6.606017	-3.206555	35.09446
Variables de contrôle	Ouverture commerciale	40	48.11594	9.121216	26.45271	65.02459
	PIB	40	3.191123	4.632952	-7.932067	17.08268
	Déflateur PIB	40	4.507457	7.179811	-2.392309	39.80023
	Population	40	2.823016	.1993371	2.584247	3.177162

	Sys Légal	23	6.694515	.7059085	4.726158	7.491109
	T Gov	23	6.870372	.4060171	5.657927	7.291826

SECTION II : ANALYSE DE LA REGRESSION

2.1. Estimation Proprement Dite

Comme énoncé plus haut, notre analyse sera effectuée en utilisant deux méthodes d'analyses à savoir : la méthode des Moindres Carrés Ordinaires et celle des Doubles moindres carrés. L'analyse via la seconde méthode est motivée par la non prise en compte du problème d'endogénéité par la première. La variable qui mesure l'inflation peut souffrir d'un problème d'endogénéité parce que mesurée avec erreurs, ou parce qu'il peut avoir des variables omises qui lui sont corrélées et qui ont également un effet sur la dette extérieure. L'hypothèse d'orthogonalité des erreurs est donc violée pour les MCO. Pour effectuer la régression via les DMC, nous avons choisi d'instrumenter la variable d'inflation par sa variable retardée d'une décennie comme l'ont préconisé Bernoulli et Laplace (1805). Les résultats ainsi obtenus sont contenus dans le tableau(5) ci-dessous où les deux premières équations fournissent les résultats obtenus par la méthode des MCO tandis que les deux dernières équations fournissent les résultats obtenus par la méthode des DMC. La validité des DMC repose entre autres sur le fait que le nombre d'instruments doit être au moins égal au nombre de variables endogènes. Pour notre étude, nous avons une seule variable endogène (la dette extérieure) et nous avons une seule variable instrumentale.

Ce tableau nous montre que notre modèle est bien spécifié. Ce qui se justifie par le fait que le coefficient de détermination R^2 et R^2 ajusté sont très élevés. Preuve que le modèle est bon pour les prévisions. Ainsi la variation totale de la dette au Cameroun est expliquée respectivement à 61.8% et 70.6% (coefficient de détermination) et à 55.4% et 58.5% (coefficient de détermination ajusté) par la méthode des MCO. De plus, nous constatons aussi par la méthode des DMC, la dette est expliquée respectivement à 75.4% et 70.3% (coefficient de détermination) et à 61.9.4% et 54.2% (coefficient de détermination ajusté).

Les variables sont prises individuellement dans chaque équation. A première vue, force est de constater que toutes nos variables sont conformes au signe attendu. Conformément à nos attentes, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation et le

déflateur du PIB influence positivement et significativement la dette extérieure au seuil de 1% dans l'équation 1 et au seuil de 5% dans la seconde équation par la méthode des MCO, s'agissant des DMC l'inflation a une influence positive mais non significative sur la dette extérieure. Tous ces résultats nous montre l'impact positif de l'inflation sur la dette extérieure ; ceci a été d'ailleurs observé dans le tableau de la statistique descriptive. Ces résultats s'expliquent par le fait que le Cameroun a une mauvaise gestion de la politique monétaire vu que la valeur moyenne de l'inflation est supérieure au taux de 3% prévu par l'article 3 de l'union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC) qui stipule que pour une bonne stabilité monétaire il faudrait que l'inflation soit inférieure au taux de 3%. Ce résultat corrobore les travaux de Hall et Sargent (2011) et Abbas et al. (2011). ils fournissent une décomposition comptable de l'évolution de la dette publique et calculent la contribution de l'inflation et constatent que l'inflation n'était pas une source constante de réduction de la dette publique, mais a joué un rôle important dans certaines périodes, comme les États-Unis d'après-guerre jusqu'à les années 1960. Ce résultat est aussi conforme aux travaux de Nastansky et al. (2014) selon lequel l'inflation a un effet statistiquement et significativement positif sur le niveau de la dette publique en l'Allemagne à par le biais de la masse monétaire. L'augmentation de l'inflation entraîne une augmentation du taux d'intérêt nominal et du rationnement du crédit par banque, entraînant une réduction des investissements. Boyd, Levine et Smith (2001) ont affirmé que l'inflation plus élevée implique moins une activité financière à long terme. Ceci peut aussi s'expliquer par le fait un service de dette élevé incite souvent les gouvernements à adopter des politiques inflationnistes qui peuvent affecter négativement l'investissement et, par conséquent, la croissance économique (Agénor et Montiel 1999).

Le système légal est conforme au signe attendu. Il affecte négativement et significativement la dette extérieure au seuil de 5% et 1% lorsqu'on utilise la méthode des MCO, et au seuil 1% par la méthode des DMC. Ceci s'explique par le fait que Cameroun est un Etat de droit et de liberté à l'instar des libertés de la presse, de réunion, d'association, qui débordent certes le domaine politique, qui peuvent être aussi des "libertés-opposition" ; nous observons même également les droits sociaux et économiques qui sont le droit pour l'individu d'exiger de l'Etat certaines prestations (droit au travail, à l'instruction, à la santé) en même temps que des droits collectifs (droit syndical, droit de grève). Dans un Etat, où les droit sont respectés incite les nationaux et les étrangers à investir ce qui permet d'accroître le capital physique, d'augmenter la production, et par conséquent, le revenu.

La variable gouvernement est positive et significatif au seuil de 1% par la méthode des MCO de même, par méthode des DMC, elle positive et significatif au seuil de 10%. Elle est conforme au signe attendu. Ceci peut expliquer par le trend de vie élevé du gouvernement tel que l'achat des véhicules, l'utilisation abusif des bons carburants. On observe également des dépenses excessives dans le domaine de santé notamment lorsqu'il s'agit des évacuations. Nous notons également des dépenses suite à la lutte contre la propagation du coronavirus, la construction des différents stades, la reconstruction des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest toujours en crise.

L'ouverture commerciale affecte négativement dans nos deux équations par la méthode des MCO significativement au seuil de 1%, de même, par la méthode des DMC elle affecte négativement significativement la dette au seuil de 5% tel que soit la mesure de l'inflation. Cette variable est conforme au signe attendu. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que l'ouverture commerciale rend possible les opérations de vente et d'achat avec l'extérieur. Ce faisant, elle permet l'acquisition des monnaies étrangères qui seront utilisées par les banques domestiques afin d'effectuer des opérations vis-à-vis des banques étrangères. Le commerce international accroît les flux financiers internationaux et accroît du même coup la demande en instruments financiers permettant de se prémunir contre les potentielles crises financières. Cette assertion trouve sa continuité dans le rapport du FMI de novembre 2002 où il relate « qu'une faible pénétration des échanges tend à rendre une économie plus vulnérable face aux crises financières ». Les résultats de Klomp (2014) joignent les nôtres. Cet auteur trouve que les économies ouvertes absorbent mieux les chocs financiers grâce aux opérations d'importation et d'exportation.

Conformément à nos attentes, le taux de croissance du PIB affecte négativement et significativement la dette extérieure au seuil de 1% et 5% par la méthode des MCO et des DMC tel que soit la mesure de l'inflation. Une croissance économique assez élevée réduit les opportunités d'endettement. Nous en concluons que les performances macro-économiques ont tendance à limiter, dans une certaine mesure, les contraintes liées aux besoins en capitaux extérieurs. Les investissements directs ou de portefeuille encourageant l'épargne globale et la compétitivité économique affectent positivement les finances publiques. Ce résultat démontre que les politiques mises sur pied pour lutter contre la pauvreté sont porteuses de fruits. Les agents sont à même de subvenir à leurs besoins et effectuer des épargnes. Ces épargnes donnent aux établissements financiers la possibilité d'effectuer leur mission régaliennne qu'est

de collecter les fonds auprès des agents économiques à capacité de financement afin de les mettre à la disposition de ceux à besoin de financement.

L'accroissement de la population a des effets bénéfiques sur la dette extérieure. C'est certainement ce qui justifie son incidence négative et significative au seuil de 1% par la méthode des MCO et respectivement au seuil de 5% et 10% par la méthode des DMC. Ceci peut s'expliquer par le fait que l'Afrique de par ses croyances tant religieuses que chrétiennes, connaît un fort taux de croissance. Cet accroissement est à l'origine d'une abondance de main d'œuvre qui contribue au bon fonctionnement du secteur bancaire par les canaux d'épargne et de prêts bancaires. Les pays tels que la France ouvrent leurs frontières (selon un canevas bien précis) aux immigrés afin que ceux-ci viennent s'installer sur leur sol et contribuent à développer leur économie. Ceci avait fait l'objet d'une déclaration par l'ancien président français Nicolas Sarkozy en 2007 au Maroc qui disait « Mon horizon est de faire passer l'immigration professionnelle de 7 % à 50 % des personnes qui s'installent durablement en France ». Des décennies plus tôt, Mao Zedong affirmait déjà qu' « une bouche en plus, c'est aussi deux bras en plus », faisant référence à l'importance de l'accroissement de la population.

Tableau 6: Récapitulatif de l'Estimation via les MCO et DMC

Variable dépendante:	Stock de la dette			
	MCO		DMC	
	(1)	(2)	(3)	(4)
IPC	4.144e+07*** (3.098e+07)		-3.257e+08 (1.193e+09)	
GDP deflator		6.688e+07** (2.750e+07)		2.392e+08 (1.602e+08)
Sys Légal	-2.009e+08** (1.419e+08)	-1.203e+08* (1.318e+08)	-5.394e+08 (1.475e+09)	-4.815e+07* (2.771e+08)
Gouvernement	6.875e+08*** (2.074e+08)	6.785e+08*** (1.346e+08)	-9.069e+08 (5.128e+09)	1.211e+09* (6.650e+08)
Croissance PIB	-1.341e+08* (6.868e+07)	-1.804e+08* (9.015e+07)	-1.457e+08** (5.022e+08)	-2.092e+08** (2.415e+08)
Population	-8.327e+07 (6.018e+08)	-2.260e+08* (4.075e+08)	-1.379e+09** (8.294e+09)	-2.211e+08* (2.258e+09)
Ouv Com	-2.176e+07*** (6.548e+06)	-2.380e+07*** (6.750e+06)	-2.706e+07** (3.850e+07)	-3.325e+07** (2.059e+07)
Constant	-1.444e+09* (3.455e+09)	-1.434e+09* (1.938e+09)	9.232e+09* (3.214e+10)	-7.368e+09* (9.607e+09)
Observations		21	21	20
R carré	0.618	0.706	0.754	0.703
R carré ajusté	0.554	0.581	0.619	0.542

Il a été question tout au long de ce chapitre de montrer la relation qui existe entre l'inflation et la dette extérieure. Pour la vérification de notre hypothèse, nous avons collecté les données de source secondaire de la base des données de la banque mondiale dans la «World Development Indicator 2020 » et «*Fraser Institute*2019 ». En ce qui concerne l'horizon temporel, notre étude porte sur 40 observations couvrant la période de 1980 à 2020, à l'exception des variables institutionnelles qui portent sur 39 observations sur la période allant de 1980 à 2019 et circonscrit à l'espace camerounais. Des études économétriques par la méthode MCO et des DMC ont été faites à l'aide du logiciel Stata. Il ressort de ces études que l'inflation a une influence positive et significative sur la dette extérieure. L'augmentation de l'inflation entraîne une augmentation du taux d'intérêt nominal et du rationnement du crédit par banque, entraînant une réduction des investissements. Boyd, Levine et Smith (2001) ont affirmé que l'inflation plus élevée implique moins une activité financière à long terme. Système légal, La population, l'ouverture commerciale et le taux de croissance du PIB ont un effet négatif et significatif sur la dette extérieure tant que la variable gouvernement a un effet positif sur la dette extérieure au Cameroun.

CONCLUSION GENERALE

1. Rappel des Objectifs

L'objectif de ce travail, a été de montrer l'effet de l'inflation sur la dette extérieure au Cameroun. Plus spécifiquement il s'agissait d'examiner l'impact de l'indice de prix à la consommation et du déflateur du PIB sur la dette extérieure au Cameroun. Pour y parvenir nous avons présenté le contexte, la problématique, les objectifs, et les hypothèses. Nous avons présenté brièvement les revues des travaux théoriques et empiriques de l'inflation sur l'endettement extérieur, par la suite nous avons présenté les faits stylisés des variables en prenant le soin de montrer leurs évolutions dans le contexte camerounais. Pour la vérification de nos hypothèses nous avons utilisé les données de source secondaire provenant de la base de données de la Banque Mondiale dans le «World Development Indicator 2020 »,à l'exception des variables institutionnelles qui proviennent de la «*Fraser Institute*2019 ». En ce qui concerne l'horizon temporel, notre étude porte sur 40 observations couvrant la période de 1980 à 2020, à l'exception des variables institutionnelles qui portent sur 39 observations sur la période allant de 1980 à 2019et circonscrit à l'espace camerounais. Pour atteindre nos objectifs, le modèle de base de l'endettement de K. Ojo (1989) a été utilisé. Il ressort des tests de stationnarités de Dickey Fuller augmenté et de Phillips Perron que toutes nos variables sont stationnaires certaines à niveau $I(0)$, et d'autre en différence première ou intégré d'ordre un $I(1)$. Pour l'analyse économétrique, nous avons utilisé la Méthode Moindres Carrés Ordinaire (MCO) et la Méthode des Doubles Moindres Carrés (DMC) à fin résoudre le problème d'endogénéité lié à la première méthode. Statistiquement parlant, les résultats de la vérification de notre hypothèse nous montrent que, l'inflation a un impact positif et significatif sur la dette extérieure au Cameroun. L'augmentation de l'inflation entraîne une augmentation du taux d'intérêt nominal et du rationnement du crédit par banque, entraînant une réduction des investissements. Boyd, Levine et Smith (2001) ont affirmé que l'inflation plus élevée implique moins une activité financière à long terme. Système légal, La population, l'ouverture commerciale et le taux de croissance du PIB ont un effet négatif et significatif sur la dette extérieure tant dis que la variable gouvernement affecte positivement la dette extérieure au Cameroun.

2. **Recommandations**

En tenant compte de nos résultats, nous avons suggéré quelques recommandations :

Le renforcement des capacités institutionnelles et la bonne gouvernance apparaissent aujourd'hui nécessaires pour que le Cameroun surmonte les contraintes liées au problème fondamental de l'endettement.

Un fort endettement qui ne s'accompagne pas d'investissements productifs reste désastreux tant pour les créanciers que pour les emprunteurs. Les emprunts contractés doivent être utilisés dans l'atteinte des objectifs qui ont motivé l'endettement.

Le Cameroun devra d'avantage s'ouvrir à l'extérieure car l'ouverture à l'extérieur reste bénéfique pour un pays. En fonction des offres individuelles des pays étrangers et les besoins ressentis, le Cameroun devrait accroître ses relations avec l'extérieur pour compenser le déficit de production et améliorer sa courbe de croissance. En effet, l'ouverture commerciale permet à l'économie de bénéficier des transferts technologiques et des différentes formes d'externalités positives et des effets d'entraînements de la demande extérieure. Egalement, l'ouverture sur l'extérieure permet aux pays d'obtenir, en cas de besoin, de meilleures conditions d'emprunt sur le marché international. D'autre part, la compétitivité internationale d'un pays est tributaire à une plus grande ouverture commerciale, exigeant un accroissement de la productivité des facteurs, une promotion des activités à haute valeur ajoutée et à vocation exportatrice ainsi qu'un assouplissement des conditions de fonctionnement du marché du travail. La diversification ainsi que la meilleure rémunération des exportations sont également une condition primordiale à la compétitivité.

L'Etat devra mettre sur pied les mécanismes permettant de contrôler l'inflation. L'inflation étant vue chez les monétaristes comme un des maux les plus importants de l'économie à cause du fait qu'il perturbe les anticipations des agents économiques, il faut donc la combattre de façon vigoureuse avec une limitation de l'évolution de la masse monétaire correspondant à celui de l'augmentation des biens et services.

Les responsables des politiques macroéconomiques sont tenus de mener un contrôle prospectif de l'inflation et de l'écart du déséquilibre offre-demande de production afin de mieux se prémunir contre les éventuels chocs.

Maintenir une certaine stabilité macroéconomique. Il est reconnu que les pays qui entreprennent de bonnes politiques macro-économiques saines et ayant des structures économiques favorables au fonctionnement du marché, peuvent connaître une croissance économique relativement souple et stable. Au nombre de ces politiques, figurent en bonne place la lutte contre la corruption et la maîtrise du niveau général des prix. Celles-ci représente des éléments d'autant plus importants pour la politique de stabilisation du Cameroun, qu'on assiste non seulement a une corruption généralisé et institutionnalisée mais aussi à un retour de l'inflation a deux chiffres sans réelles perspectives de renversement de cette tendance.

3. Limites et Perspectives de L'Etude

La réalisation de ce travail a connu quelques obstacles concernant les données. Certaines variables n'ont pas de données pour certaine années. On s'est rendu également compte qu'il existe peu de littérature à ce sujet surtout celle concernant individuellement les pays, car plusieurs analyses sont basés sur les données en panel. Des recherches futures pourront prendre en compte d'autres indicateurs tels qu'une étude de causalité entre les différents variables.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Abbas, S.A., Akitoby, B., Andritzky, J., Berger, H., Komatsuzaki, T., and Tyson, J.(2013), “Dealing with High Debt in an Era of Low Growth,” IMF Staff Discussion Note 13/7.

Abdoulaye Zonon, (2003) Les déterminants de l'inflation au Burkina Faso, CAPES, Document de travail n° 02/2003, décembre.

Acemoglu D., Johnson S. and Robinson J. A. (2001).The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation. *American Economic Review*, 91, 1369-1401.

Ahmad, M. J., Sheikh, M. R., & Tariq, K, (2012) Domestic debt and inflationary effects: An evidence from Pakistan. *International Journal of Humanities and Social Science*, 2(18), 256-263.

Aizenman, J. and N. Marion (2011), “Using Inflation to Erode the US Public Debt,” *Journal of Macroeconomics*, 33, 524-541.

Akitoby, B., T. Komatsuzakiet A. Binder (2014), «Inflation and Public Debt Reversals in the G7 Countries», Document de travail du FMI, WP / 14/96.*American Economic Journal: Macroeconomics*, 8 (4), 142-176.

Arellano, Manuel et Stephen Bond (1991), «Quelques tests de spécification pour les données de panel: données de Monte Carlo et application aux équations d'emploi», *Review of Economic Studies*, vol. 58, n° 2, avril, p. 277-297, <<https://doi.org/10.2307/2297968>>.

Assenmacher-Wescheet Gelarch, (2006) Money at low frequencies.

Atish R. Ghosh, Anne-Marie Gulde, Jonathan D. Otry et Holger C. Wolf, (1995)*Does the Nominal Exchange Rate Regime Matter ?*, document de travail du FMI 95/121,.

Baba Ndiaye et Yankhoba J. Badji, (2008) « Les déterminants de l'inflation au Sénégal : Approche par les fonctions de consommation », république du Sénégal, ministère de l'économie et des Finances, Agence nationale de la statistique et de la démographie.

Barnichonet Peiris, (2008) Sources of Inflation in Sub-Saharan Africa, *Journal of African Economies*vol. 17, issue 5, 729-746

Barnichonet Peiris, (2008)."International Reserves and Self-Insurance against External Shocks," IMF Working Papers 08/149, International Monetary Fund.

Basman, R. L. (1957).A generalized classical method of linear estimation of coefficients in a structural equation. *Econometrica: Journal of the Econometric Society*, 77-83.

Belsley, D. A., Kuh, E., & Welsch, R. E. (2005).*Regression diagnostics: Identifying influential data and sources of collinearity* (Vol. 571). John Wiley & Sons.

Bernoulli, J., & Laplace, R. (1827) PART ONE The Development of Mathematical Statistics in Astronomy and Geodesy before 1827 9 1. Least Squares and the Combination of Observations 11 Legendre in 1805 12 Cotes's Rule 16.

Bhatia, Rattan J (1960). "Inflation, Deflation, and Economic Development," *IMF Staff Papers* (Vol. 8, no. 1), pp. 101–14.

Bildirici, M., & Ersin, O. (2007). Domestic debt, inflation and economic crises: A panel cointegration application to emerging and developed economies. *Applied Econometrics and International Development*, 7(1), 31-47.

Blanchard, O. (2019), «Public Debt and Low Interest Rates», *American Economic Review* , 109 (4): 1197-1229.

Blanchard, O., Dell'Ariccia, G., et Mauro, P. (2010), «Repenser la politique macroéconomique», Washington, DC: Fonds monétaire international

Blinder, (1982)Issues in the Coordination of Monetary and Fiscal Policy," NBER Working Papers 0982, National Bureau of Economic Research, Inc.

Bourbonnais, R. (2002) « Econométrie », Dunod, 5^e édition, Paris, mai 2002 .

Boyd, J.H., Levine, R., and Smith, B.D., 2001."The impact of inflation on financial sector performance", *Journal of Monetary Economics*, 47(2), pp.221-248.

Bruno, M., Easterly W. 1998. Inflation Crises and Long-Run Growth. *Journal of Monetary Economics*. 41, 3-26.

Calvo, G. (2002), "Globalization hazard and delayed reform in Emerging markets", *Economía*, Vol. 2, No. 2 (Spring), pp. 1-29

Carmen Reinhart et Belen Sbrancia, (2011) the liquidation of government debt. Working Paper 16893.

Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff (2013), The Excel Depression. APRIL 18,

Catão, Luis et Marco Terrones (2005), «Fiscal Deficits and Inflation», *Journal of Monetary Economics*, Vol.52,n°3,p.529à554,<<https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2004.06.003>>.

Cherif, R. et F. Hasanov (2018), «Dynamique de la dette publique: les effets des chocs d'austérité, d'inflation et de croissance», *Empirical Economics*, 54,

Cochrane, JH (2011). «Comprendre la politique dans la grande récession: des finances publiques désagréables Arithmétique », *Revue économique européenne*, 55 (1): 2–30.

Darrat, Alí F. (2000), «Les déficits budgétaires sont-ils inflationnistes? Un réexamen des données probantes, » *Applied Economic Letters*, 2000, vol. 7, n ° 10, pp. 633-636, <<https://doi.org/10.1080/135048500415914>>.

David Ricardo, (1817) les principes de l'économie politique et de l'impôt.

Davig, T., EM Leeper et TB Walker (2011) «Inflation and the Fiscal Limit» ,*Revue*

Dickey, D.A. (1976) *Estimation and Hypothesis Testing for Non Stationary Time Series*, Ph.D. Thesis, Iowa State University.

Dickey, D.A. (1976), *Estimation and Hypothesis Testing for Non Stationary Time Series*, Ph.D. Thesis, Iowa State University

Dickey, D.A. et W.A Fuller, (1981) “Likelihood Ratio Statistics for Autoregressive Time Series with a Unit Root”.

Dickey, D.A., W.R. Bell et R.B. Miller, (1986) “Unit Roots in Time Series Models: Tests and Implications”.

Easterly, William, Carlos Rodríguez et Klaus Schmidt-Hebbel (1994), *Les déficits du secteur public et les performances macroéconomiques*, vol. II, Elsevier Science, Amsterdam. *économique européenne*, 55 (1): 31–47.

End, N., S. J.-A.Tapsoba, G. Terrier, and R. Duplay (2015), “Deflation and Public Finances: Evidence from the Historical Records,” IMF Working Paper, WP/15/176.

Equiza-Goñi, J. (2016), “Government Debt Maturity and Debt Dynamics in Euro Area Countries,” *Journal of Macroeconomics*, 49, 292-311.

Fischer et al, (2002)The mRNA export machinery requires the novel Sac3p-Thp1p complex to dock at the nucleoplasmic entrance of the nuclear pores. *EMBO J* 21(21):5843-52

Fischer, S., Sahay, R., & Végh, C. A. (2002) Modern hyper- and high inflations. *Journal of Economic Literature*, 40(3), 837-880.

Fischer, Stanley et Easterly William (1990), «The Economics of the Government Budget Constraint», *World Bank Research Observer*, vol. 5, n ° 2, juillet, p. 127-142, <<https://doi.org/10.1093/wbro/5.2.127>>.

FMI, (1996) « Hauts et bas de l'inflation : Analyse du bilan de l'après-guerre », *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre VI,.

FMI, (2009) Perspectives économiques régionales. *Afrique subsaharienne*,.

Fonds monétaire international (2005), *Globalización y desbalances externos*, World Economic Outlook (weo) FMI, Washington DC, avril

Fonds monétaire international (2014), *Perspectivas de la economía mundial. Secuelas, nubarrones, incertidumbres*, World Economic Outlook (weo), FMI, Washington DC, octobre.

Ghosh et Phillips, (1998) “Warning: Inflation may be harmful to your growth”. IMF Staff Papers, International Monetary Fund, Vol 45. N° 4. P 672-710.

Ghura, Dhaneshwar et Michael T. Hadjimichael (1996), «Growth in the Sub-Saharan Africa» ,*Documents des services du FMI* , vol. 43, pages 605-634.

Giannitsarou, C. and A. Scott, (2006) “Inflation Implications of Rising Government Debt,” in *NBER International Seminar on Macroeconomics*, National Bureau of

Giannitsarou, C. et A. Scott (2008), «Inflation Implications of Rising Government Debt», dans *NBER International Seminar on Macroeconomics 2006* , National Bureau of Economic Research, Inc., NBER Chapters, pp. 393-442.

Graeme S. Dorrance. (1966) Inflation and Growth: The Statistical Evidence Staff Papers (International Monetary Fund) Vol. 13, No. 1 pp. 82-102

Granger, C.W.J., and P. Newbold (1974) "Spurious regressions in econometrics", *Journal of Econometrics*, 2, 111-120

Gylfason et al, (2001) “Does inflation matter for Growth?” University of Iceland, *Center for Business and Policy Studies*, Stockholm, Sweden, CEPR. Institute of economic studies,

Gylfason, Thorvaldur et Tryggvi T. Herbertsson (2001), «L'inflation est-elle importante pour la croissance?», *Le Japon et l'économie mondiale*, vol. 13, n ° 4, pp. 405-428, <[https://doi.org/10.1016/S0922-1425\(01\)00073-1](https://doi.org/10.1016/S0922-1425(01)00073-1)>.

Hall, G. and T. Sargent (2010) "Interest Rate Risk and other Determinants of Post-WWII U.S. Government Debt/GDP Dynamics," NBER Working Paper No. 15702 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).

Hall, GJ et TJ Sargent (2011), «Interest Rate Risk and Other Determinants of Post-WWII US Government Debt / GDP Dynamics», *American Economic Journal: Macroeconomics* , 3 juillet 2011, 192-214.

Hilscher, J., A. Raviv et R. Reis (2017), «Gonfler la dette publique? An Empirical

Hossain, Akhand A. et Anis Chowdhury (1998), *une économie ouverte Macroeconomics pour les pays endéveloppement* , Edward Elgar Publishing.

Hossain, Akhand A., and Anis Chowdhury (1998), *Open-economy Macroeconomics for Developing Countries*, Edward Elgar Publishing.

Ichiro Fukunaga, Takuji Komatsuzaki and Hideaki Matsuoka (2020) "Inflation and Public Debt Reversals in Advanced Economies" *Policy Research Working Paper 9129*

International Monetary Fund (2018), "Saving for a Rainy Day," *Fiscal Monitor*, Chapter 1, April 2018.

Johansen, S, (1988) "Statistical analysis of cointegration vectors", *Journal of Economic Dynamics and Control*. 12, 231-254. .

Joshua Aizenman et Nancy Marion, (2009) Using Inflation to Erode the U.S. Public Debt. NBER Working Paper No. 15562 *Journal of Monetary Economics*, 27(1): pp. 129-147. 1991

Keynes, J. (1936). *The General Theory of Employment Interest and Money*. London: Macmillan

Klomp, J. (2014). Financial fragility and natural disasters: An empirical analysis. *Journal of Financial Stability*, 13, 180-192.

Kormendi, R.C. and P.G. Meguire. (1985) "Macroeconomic Determinants of Growth: Cross-Country Evidence", *Journal of Monetary Economics*, Vol. 16, pp. 141-63.

Krause, M. et S. Moyen (2011), «Dette publique et évolution des objectifs d'inflation», Deutsche Bundesbank (Francfort, Allemagne: Deutsche Bundesbank).

Krause, MU et S. Moyen (2016), «Public Debt and Changing Inflation Targets»,

Krugman, P. (1988). "Financing versus forgiving a debt overhang". NBER working paper 2486.

Kwon, G., McFarlane, L., & Robinson, W (2006) *Public debt, money supply, and inflation: A cross-country study and its application to Jamaica*. International Monetary Fund.

Kwon, Goohoon, Lavern McFarlane, et Robinson Wayne (2009), « la dette publique, la masse monétaire et inflation: Un Cross-Country Study, » *fmi Staff Papers*, vol. 56, n° 3, mai, pp. 476-515, <<http://www.jstor.org/stable/40377808>>.

Laurence Ball (2013). "The Distributional Effects of Fiscal Consolidation," IMF Working Papers 13/151, International Monetary Fund.

Leeper, E. (1991), «Equilibria under 'Active' and 'Passive' Monetary and Fiscal Policies,» *Journal of Monetary Economics*, 27 (1): pp. 129-147.

Legendre, A. M. (1806). *Nouvelles méthodes pour la détermination des orbites des comètes: avec un supplément contenant divers perfectionnements de ces méthodes et leur application aux deux comètes de 1805*. Courcier.

Levine, R. and S. Zervos. (1997) "What We Have Learned About Policy and Growth from Cross-Country Regressions.

Linden. (2011). Scholarly articles for Linden 2011 Cameroon diversity

Loungani et Swagel, 2001 Sources of Inflation in Developing Countries *IMF Working Paper No. 01/198*

Loungani, Prakash, and Phillip Swagel (2003), "Sources of Inflation in Developing Countries," in Elhanan Helpman and Efraim Sadka (eds.), *Economic Policy in International Economy, Essays in Honor of Assaf Razin*, Cambridge University Press.

Maliik Grijasankar and Chowdhory, (2002) "Inflation and Economic Growth: Evidence from four South Asian Countries", *Asia Pacific Development Journal*. Vol.8, No.1

Mankiw N.G., Romer D. et Weil D.N. (1992), « A Contribution to the Empirics of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 107 (2), pp. 407-437.

Mankiw, Gregory, David Romer et David N. Weil, (1992) "A Contribution to the Empirics of Economic Growth", *The Quarterly Journal of Economics*, n° 107, pp. 407-437.

Michael Bruno M., (1995) « L'inflation freine-t-elle vraiment la croissance ? », in *Financement & Développement*, p. 35-38

Missale, A. and O. Blanchard, (1994) "The Debt Burden and Debt Maturity," *American Economic Review*, 84(1): pp. 309-319.

-Moshin S. Khan et Al. (2000) "the threshold effects in the relationship between inflation and growth".

Narayan, PareshKumar, Seema Narayan et Arti Devi Prasad (2006), «Modélisation de la relation entre les déficits budgétaires, la masse monétaire et l'inflation aux Fidji», *Pacific Economic Bulletin*, vol. 21, n ° 2, pp. 103-116, <<http://hdl.handle.net/10536/dro/du:30018536>>.

Nastansky, A., Mehnert, A., &Strohe, H. G. (2014) *A vector error correction model for the relationship between public debt and inflation in Germany* (No. 51), University of Potsdam, Economic and Social Sciences. NBER Working Paper No. 16893 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).

Nguyen Van Bon, (2015) la relation entre la dette publique et l'inflation dans les pays en développement: évidence empirique basée sur panel de différence gmm.journal.1007

Ojo K. O., (1989), « *Debt Capacity Model of Sub-Saharan Africa: Economic Issues*

Pesaran, H. M. (1997) The Role of Economic Theory in Modeling the long-run. *Economic Journal*, 107, 178-191.

Pesaran, H. M., and Shin, Y. (1998) An Autoregressive Distributed Lag Modeling Approach to Cointegration Analysis. In: Storm, S. Editor, *Econometrics and Economic Theory in the 20th Century, Centennial*. Cambridge University Press, UK.

Pesaran, M. H. (1996). Testing for the Existence of a long-run Relationship. Department of APPLIED Economics, University of Cambridge, UK, DAE Working Papers, No 9622

Phillips, P.C.B et P. Perron, (1988) “Testing for a Unit Root in Time Series Regression”

Régis Barnichon et Shanaka J. Peiris, Sources of Inflation in Sub-Saharan Africa, IMF Working Paper WP/07/32, février 2007.

Reinhart, C. et M. Sbrancia (2011), «The Liquidation of Government Debt»,

Reinhart, C., K. Rogoff et M. Savastano, (2013) «Debt Intolerance», document de travail NBER n°9908 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).

Reinhart, CM et MB Sbrancia (2015), «The Liquidation of Government Debt», *Politique économique*, 30 (82), mars 2015, 291-333.

Robert J. Barro, (1995) “Inflation and Economic Growth”. NBER Working Paper No. 5326

Rogoff, K. (2013), “Inflation is Still a Lesser Evil,” *Project Syndicate*, June 6, 2013.

Romer, Paul M, (1986) "Increasing Returns and Long-Run Growth", *Journal of Political Economy*, vol. 94, n° 5, pp. 1002-1037.

Sachs, J. (1989). The debt Overhang of developing countries. Calvo, Guillermo A. et al (Editors), *Debt, stabilization and development: Essays in memory of Carlos Diaz Alejandro*. Oxford: Basil Blackwell.

Saleh, Ali Salman, and Charles Harvie (2005), "The Budget Deficits and Economic Performance," *The Singapore Economic Review*, Vol. 50, No. 2, pp. 211-243, <<https://doi.org/10.1142/S0217590805001986>>.

Sama. (2007). Scholarly articles for stability in terrorism Cameroon

Sarel, (1996) "the effects of inflation on economic growth". IMS Staff papers, International Monetary Fund. Vol 43, march, P 129-215.

Sargent, Thomas. J., and Neil Wallace (1981), "Some Unpleasant Monetary Arithmetic," *Quarterly Review*, Vol. 5, No. 3, Fall, Federal Reserve Bank of Minneapolis, pp.1-17.

Sargent, Thomas. J., and Neil Wallace (1981), "Some Unpleasant Monetary Arithmetic," *Quarterly Review*, Vol. 5, No. 3, Fall, Federal Reserve Bank of Minneapolis, pp.1-17.

Sims, C. (2016) "Fiscal Policy, Monetary Policy and Central Bank Independence," Luncheon

Sorel Michael, (1995) "Non-linear effects of inflation on economic growth". IMF working paper WP/95/96, Research department.

Stefan Gerlarch et Lars Svensson,(2003) Money and inflation in the euro area: a case of monetary indicators?

Taghavi, M. (2000)Debt, growth and inflation in large European economies: A vector auto-regression analysis. *Journal of Evolutionary Economics*, 10(1-2), 159-173.

Tanzi, Vito (1993), "Fiscal Issues in Adjustment Programs," en Riccardo Faini and Jaime de Melo (eds.), *Fiscal Issues in Adjustment in Developing Countries*, Palgrave Macmillan, London.

Tekin-Koru, Ayça, and ErdalÖzmen (2003), "Budget Deficits, Money and Inflation: The Turkish Experience," *Applied Economics*, Vol. 35, No. 5, pp. 591-596, <https://doi.org/10.1080/0003684022000025440>.

Temple, J. (2000) Inflation and growth: Stories short and tall. *Journal of Economic Surveys*, 14, 395-426.

Theil, H. (1953). Repeated least squares applied to complete equation systems. *The Hague: central planning bureau.*

Thomas Robert Malthus 1826 « *Essaie Sur Le Principe de La Population* »

W. Stunners, (1993) “Is low inflation is an important condition for high growth?”

Weeks, J, (1996) “Stuck in Low GEAR? Macroeconomic Policy in South Africa,98”,

World Economic Forum (2014). *The Global Enabling Trade Report 2014*, Geneva.

Analyse de l'effet de l'inflation sur la dette extérieure au Cameroun

```
. do "C:\Users\A\AppData\Local\Temp\STD03000000.tmp"
```

```
. reg DebtService GDPdeflator SysLégal DépGouv LnGrowth Population Trade, r
```

```
Linear regression                Number of obs    =        21
                                F(6, 14)         =         8.40
                                Prob > F              =        0.0005
                                R-squared             =        0.7064
                                Root MSE          =        1.5e+08
```

DebtService	Robust		t	P> t	[95% Conf. Interval]	
	Coef.	Std. Err.				
GDPdeflator	6.69e+07	2.75e+07	2.43	0.029	7890634	1.26e+08
SysLégal	-1.20e+08	1.32e+08	-0.91	0.377	-4.03e+08	1.62e+08
DépGouv	6.79e+08	1.35e+08	5.04	0.000	3.90e+08	9.67e+08
LnGrowth	-1.80e+08	9.01e+07	-2.00	0.065	-3.74e+08	1.29e+07
Population	-2.26e+08	4.08e+08	-0.55	0.588	-1.10e+09	6.48e+08
Trade	-2.38e+07	6749548	-3.53	0.003	-3.83e+07	-9325130
_cons	-1.43e+09	1.94e+09	-0.74	0.472	-5.59e+09	2.72e+09

```
. do "C:\Users\A\AppData\Local\Temp\STD03000000.tmp"
```

```
. ivreg DebtService SysLégal DépGouv LnGrowth Population Trade (Inflation = 1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.Inflation), r
```

```
Instrumental variables (2SLS) regression    Number of obs    =        20
                                             F(6, 13)        =         0.55
                                             Prob > F         =        0.7650
                                             R-squared       =         .
                                             Root MSE       =        6.1e+08
```

DebtService	Robust		t	P> t	[95% Conf. Interval]	
	Coef.	Std. Err.				
Inflation	-3.26e+08	1.19e+09	-0.27	0.789	-2.90e+09	2.25e+09
SysLégal	-5.39e+08	1.48e+09	-0.37	0.721	-3.73e+09	2.65e+09
DépGouv	-9.07e+08	5.13e+09	-0.18	0.862	-1.20e+10	1.02e+10
LnGrowth	-1.46e+08	5.02e+08	-0.29	0.776	-1.23e+09	9.39e+08
Population	1.38e+09	8.29e+09	0.17	0.871	-1.65e+10	1.93e+10
Trade	-2.71e+07	3.85e+07	-0.70	0.495	-1.10e+08	5.61e+07
_cons	9.23e+09	3.21e+10	0.29	0.778	-6.02e+10	7.87e+10

```
Instrumented: Inflation
```

```
Instruments: SysLégal DépGouv LnGrowth Population Trade L10.Inflation
```


TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	
DEDICACE	ii
AVERTISSEMENT	iii
REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES	v
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES GRAPHIQUES	viii
RESUME	ix
ABSTRACT	x
INTRODUCTION GENERALE	1
1. Contexte de L'étude	1
2. Problématique.....	4
3. Objectifs de la Recherche.....	6
4. Hypothèses	6
5. Importance de L'étude	7
6. Démarche Méthodologique	7
7. Plan du Travail	7
CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE	9
SECTION I : CLARIFICATION DES CONCEPTS	9
1.1. L'inflation.....	9
1.1.1. Mesure de l'inflation	9
1.1.1.1. Le Déflateur du PIB :	10
1.1.1.2. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC).....	10
1.1.2. Les origines de l'inflation	10
1.2. Dette	12
1.2.1. Mesure de la Dette.....	13
1.2.2. Origine de la Dette Extérieure.....	15
SECTION II : REVUE DES TRAVAUX THEORIQUES	16
2.1 Revue des Travaux Théoriques de l'Inflation	16
2.1.1. L'Approche Classique	16
2.1.2. L'Approche Monétariste	17

2.1.3. L'Approche Keynésienne et Néokeynésienne:.....	18
2.1.4. L'Approche des Nouveaux Classiques	19
2.2. Revue des Travaux Théoriques de la Dette.....	20
3.1.1. La Conception Classique de L'Endettement.....	21
3.1.2. La Conception Keynésienne De L'Endettement.....	21
3.1.3. La Conception de l'Ecole des Anticipations Rationnelles.....	23
SECTION III : REVUE DES TRAVAUX EMPIRIQUES	23
CHAPITRE 2 : LES FAITS STYLISES	30
SECTION I : LES FAITS STYLISES DE LA VARIABLE DEPENDANTE : DETTE EXTERIEURE	30
1.1. Initiatives en Matière d'Allègement de la Dette	31
1.2. Le Contexte Camerounais de la Dette Extérieure	32
SECTION II : LES FAITS STYLISES DE LA VARIABLE INTERET : L'INFLATION	34
2.1. Quantification De L'inflation.....	35
2.2. Evolution de L'Inflation au Cameroun	35
SECTION III : LES FAITS STYLISES DES VARIABLES DE CONTROLES.....	37
3.1. Evolution du produit intérieur brut au Cameroun	37
3.2. Evolution de l'OuvertureCommerciale	40
CHAPITRE 3 : METHODOLOGY	43
SECTION I : PORTEE ET DOMAINE DE L'ETUDE	43
1.1. Localisation du Cameroun	43
1.2. L'économie du Cameroun.....	44
SECTION II : PRESENTATION DES DONNEES.....	46
2.1. Nature et Sources Des Données	46
2.2. Spécification des Variables et du Modèle	46
2.2.1. Le Modèle	46
2.2.2. Spécification des variables et signes attendus.....	47
2.2.2.1. Variable endogène.....	47
2.2.2.2. Variables exogènes.....	47
SECTION III : TECHNIQUE D'ESTIMATION	50
CHAPITRE 4 : PRESENTATION DES RESULTATS ET DISCUSSIONS	52
SECTION I : RESULTATS DES TESTS PRELIMINAIRES	52
1.1 Tests de stationnarité.....	52

1.2. Statistiques Descriptives	54
SECTION II : ANALYSE DE LA REGRESSION.....	58
2.1. Estimation Proprement Dite	58
CONCLUSION GENERALE	63
1. Rappel des Objectifs.....	63
2. Recommandations	64
3. Limites et Perspectives de L'Etude	65
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	66
ANNEXES.....	75
TABLE DES MATIERES	86